

EUROBAROMETRE 70

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

AUTOMNE 2008

RAPPORT NATIONAL

FRANCE

Cette enquête a été commandée et coordonnée par la Direction Générale de la Communication. Le rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne en France.

Ce document ne représente pas l'opinion de la Commission européenne. Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que ses auteurs.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	4
I) LES FRANÇAIS ET LA CRISE.....	5
A) LES INDICES DE SATISFACTION	5
B) LES PRINCIPAUX PROBLEMES	11
C) LES ATTENTES POUR L'AVENIR.....	13
II) LES FRANÇAIS ET L'UNION EUROPÉENNE.....	16
A) L'IMAGE DE L'UNION.....	16
B) APPARTENANCE ET BÉNÉFICES	19
III) LES INSTITUTIONS NATIONALES ET EUROPEENNES.....	23
A) LES NIVEAUX DE CONFIANCE	23
B) LES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES	27
C) LA PRESIDENCE FRANÇAISE	29
IV) L'AVENIR DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE.....	32
A) PRIORITÉS ET NIVEAU DE DÉCISION	32
B) LA POLITIQUE EXTÉRIEURE	34
C) L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION	36
CONCLUSION.....	40
<i>ANNEXE.....</i>	<i>41</i>

INTRODUCTION

Les sondages Eurobaromètre standard sont effectués deux fois par an, au printemps et à l'automne, pour le compte de la Commission européenne (Direction générale Communication, Secteur opinion publique). L'enquête Eurobaromètre est menée dans les 27 pays membres de l'Union européenne, dans les deux pays candidats (Croatie, Turquie, Ancienne République yougoslave de Macédoine) et dans la Communauté chypriote turque dans la zone non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. Dans chaque pays, un même questionnaire est soumis à un échantillon représentatif de la population âgée de quinze ans ou plus interrogé en face-à-face. Cette enquête (Eurobaromètre 70) a été réalisée entre le 6 octobre et le 6 novembre par TNS Opinion & Social.

En France, l'enquête a été réalisée entre le 6 et le 31 octobre par l'institut TNS Sofres auprès d'un échantillon représentatif de 1027 personnes âgées de 15 ans ou plus. Le terrain a eu lieu après un été marqué par une série d'événements majeurs, tels que le rejet du traité de Lisbonne par le peuple irlandais, la guerre en Géorgie ou l'aggravation de la crise financière, avec les faillites de Lehman Brothers et d'autres institutions bancaires. La présidence française du Conseil européen (juillet-décembre 2008) s'est déroulée dans ce contexte agité, alors que l'Union européenne est entrée en récession pour la première fois depuis la naissance de la zone euro.

La première partie de ce rapport Eurobaromètre France porte sur le climat général de l'opinion française dans un contexte de crise économique.

La deuxième partie analyse les rapports entre les Français et l'Union européenne (image de l'UE, sentiment d'appartenance et bénéfices).

La troisième partie étudie le regard porté par les Français sur les institutions nationales, européennes et internationales. Nous accorderons une attention particulière à la manière dont a été jugé le semestre de présidence française.

La quatrième partie examine les grandes orientations de l'opinion quant à l'avenir de la construction européenne (niveau de décision, politique extérieure, élargissement).

Plusieurs tableaux illustrent les données de ce sondage. Sauf mention contraire, les données se rapportent aux personnes interrogées en France. Certaines données font l'objet d'une analyse détaillée, en fonction des critères démographiques et socioprofessionnels. Le sigle UE-27 indique la moyenne des vingt-sept États membres de l'Union européenne.

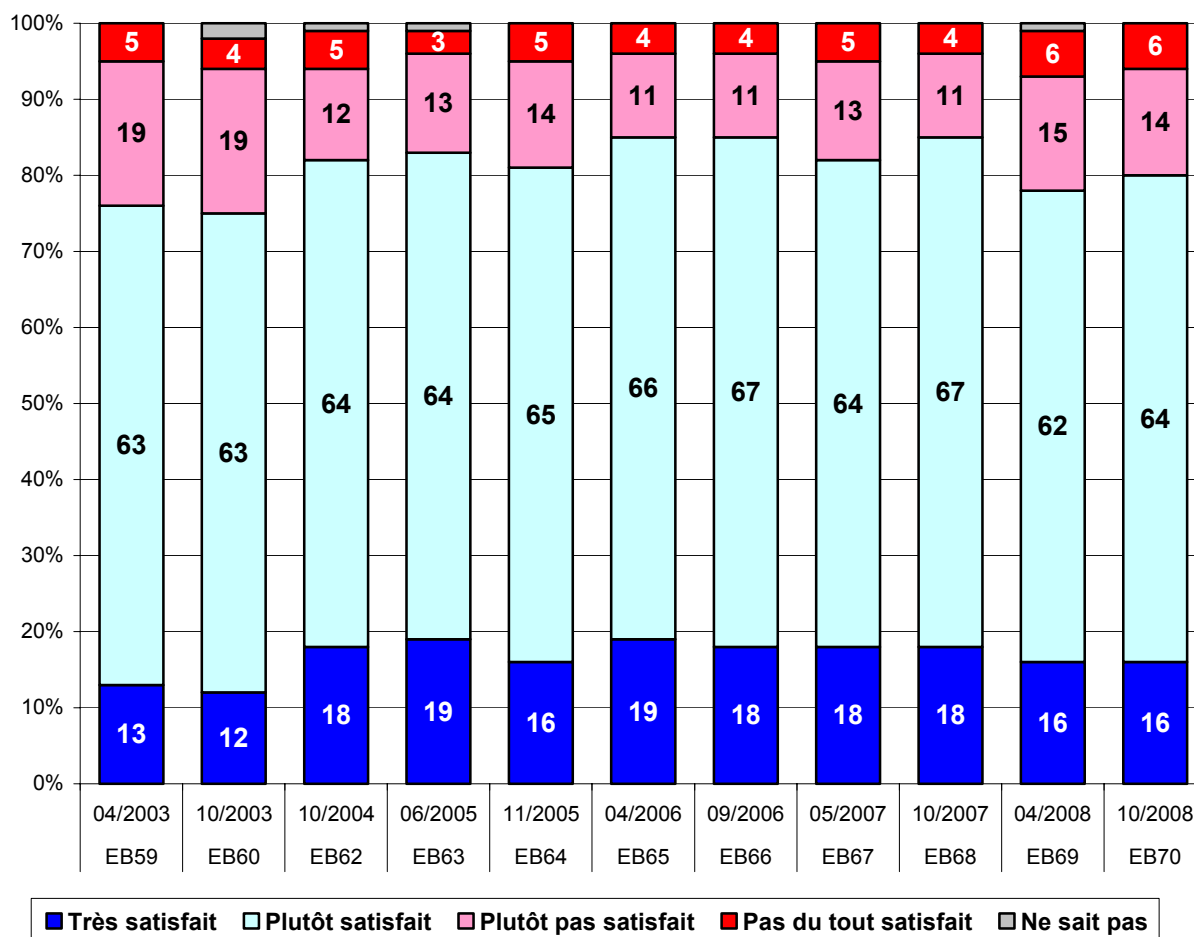
I) LES FRANÇAIS ET LA CRISE

A) LES INDICES DE SATISFACTION

Une bonne qualité de vie, malgré un climat économique morose

L'enquête de terrain réalisée au printemps 2008 (Eurobaromètre 69) avait déjà montré les premiers signes d'inquiétude de l'opinion française devant une conjoncture incertaine. Six mois après, alors que tous indicateurs économiques sont passés au rouge, le pessimisme tend logiquement à s'accroître, même si les Français restent en général satisfaits de leur situation personnelle.

D'une façon générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas du tout satisfait de la vie que vous menez (trend) ?

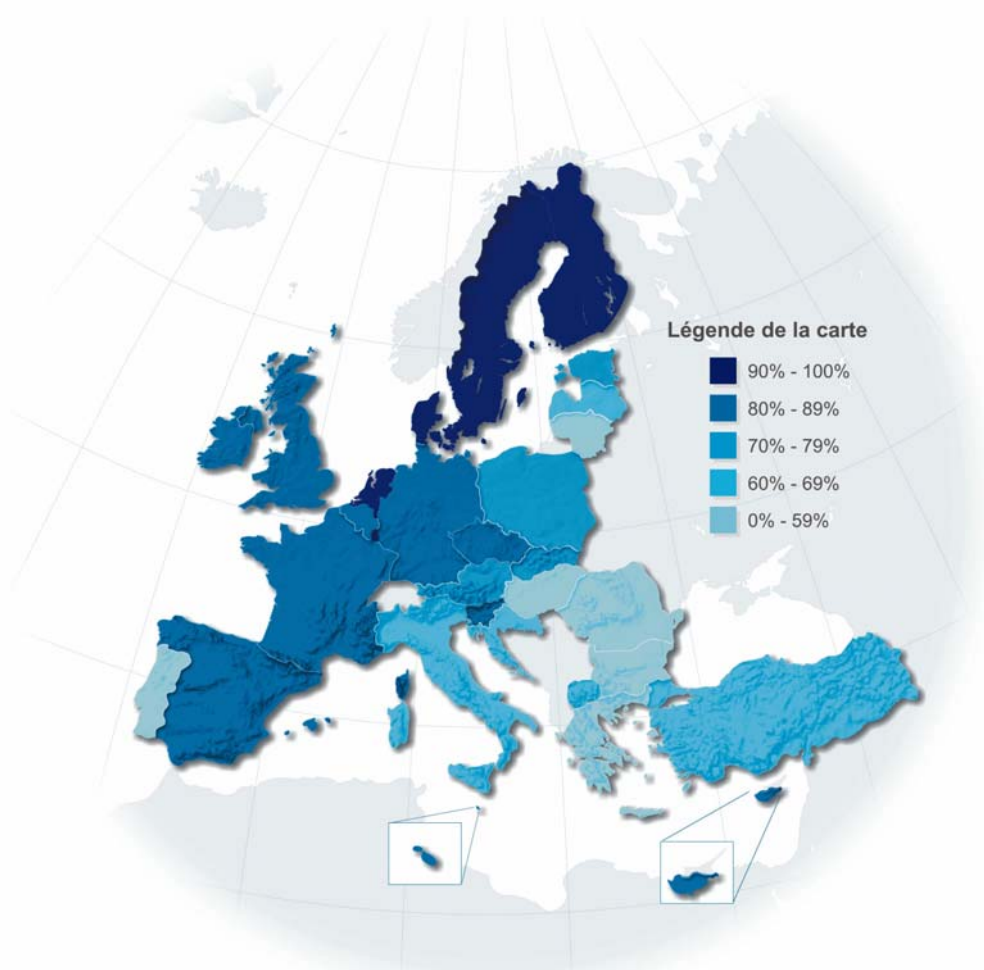


80% des Français se déclarent « plutôt satisfaits » ou « très satisfaits » de leur vie (+2 points par rapport au printemps 2008). Cette légère hausse ne représente cependant qu'un ajustement après le tassement constatée au printemps 2008. À l'opposé, seuls 20% des Français se disent « plutôt pas satisfaits » ou « pas du tout satisfaits » par la vie qu'ils mènent.

Question: QA3. D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez ?

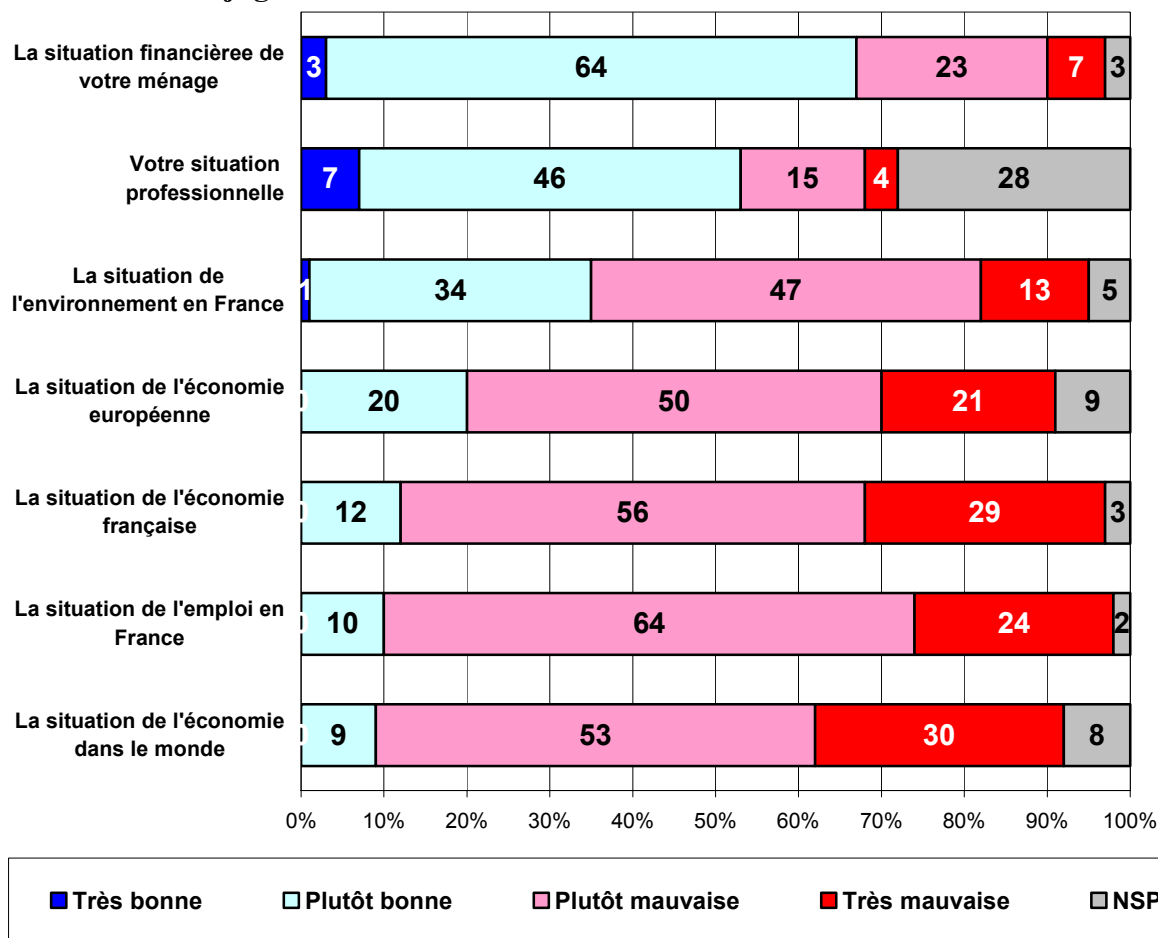
Réponses: Très satisfait(e) + Plutôt satisfait(e)

 NL	98%
 SE	97%
 DK	96%
 FI	95%
 LU	90%
 IE	88%
 BE	87%
 UK	87%
 DE	85%
 CY	85%
 SI	85%
 ES	84%
 MT	84%
 CZ	83%
 FR	80%
 AT	79%
 UE27	76%
 PL	76%
 EE	74%
 SK	72%
 IT	63%
 LV	62%
 LT	58%
 EL	53%
 RO	47%
 PT	46%
 HU	46%
 BG	38%
 HR	68%
 TR	63%
 MK	63%



Au niveau européen, on retrouve les taux de satisfaction les plus élevés aux Pays-Bas (98%), en Suède (97%) et au Danemark (96%). A l’opposé, les Bulgares (38%), les Hongrois (46%), les Portugais (46%) et les Roumains (47%) sont les Européens les moins satisfaits par leur niveau de vie.

Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?



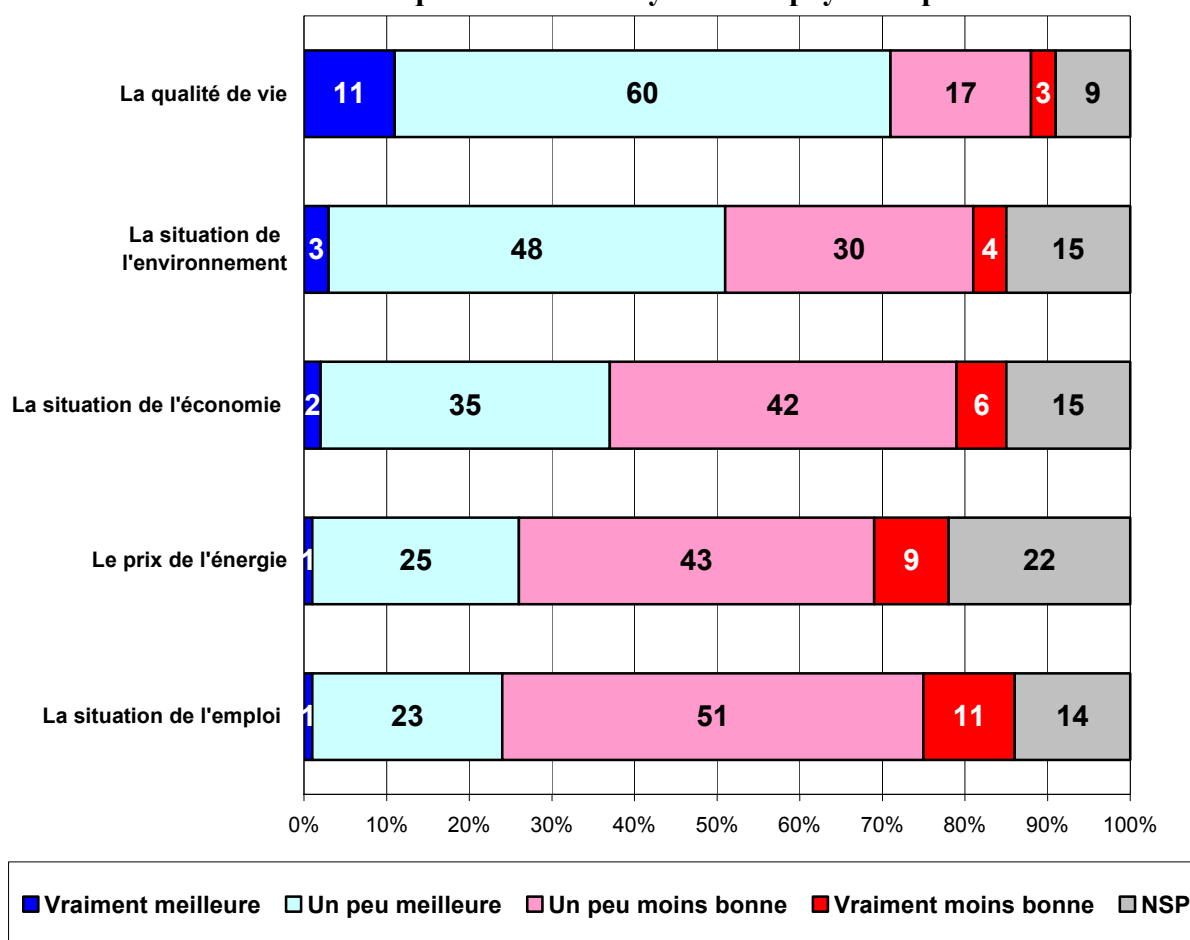
Généralement satisfaits de la situation financière de leur ménage (67%) et de leur situation professionnelle (53%), les Français portent en revanche des jugements très négatifs sur la conjoncture économique. Au niveau national, la situation de l'économie et de l'emploi est considérée comme « plutôt mauvaise » ou « très mauvaise » par respectivement 85% et 89% des personnes interrogées. De même, 71% et 83% jugent de manière plutôt ou très négative la situation de l'économie européenne et internationale.

Cette situation semble renforcer le scepticisme hexagonal sur les effets de la mondialisation : 70% (+4 points en six mois) des Français pensent qu'elle constitue d'abord une menace pour l'emploi et les entreprises nationales et seuls 22% (-3) estiment qu'il s'agit plutôt d'une bonne opportunité pour les entreprises françaises grâce à l'ouverture des marchés.

Au niveau européen, on retrouve certes les mêmes tendances, mais de manière beaucoup plus atténuée : 36% des personnes interrogées dans les 27 États membres de l'UE mettent en avant les avantages de la mondialisation, tandis que 42% associent d'abord cette dernière à un risque. Il n'y a guère qu'en Grèce qu'est davantage partagée qu'en France l'idée que la mondialisation menace l'emploi et les entreprises.

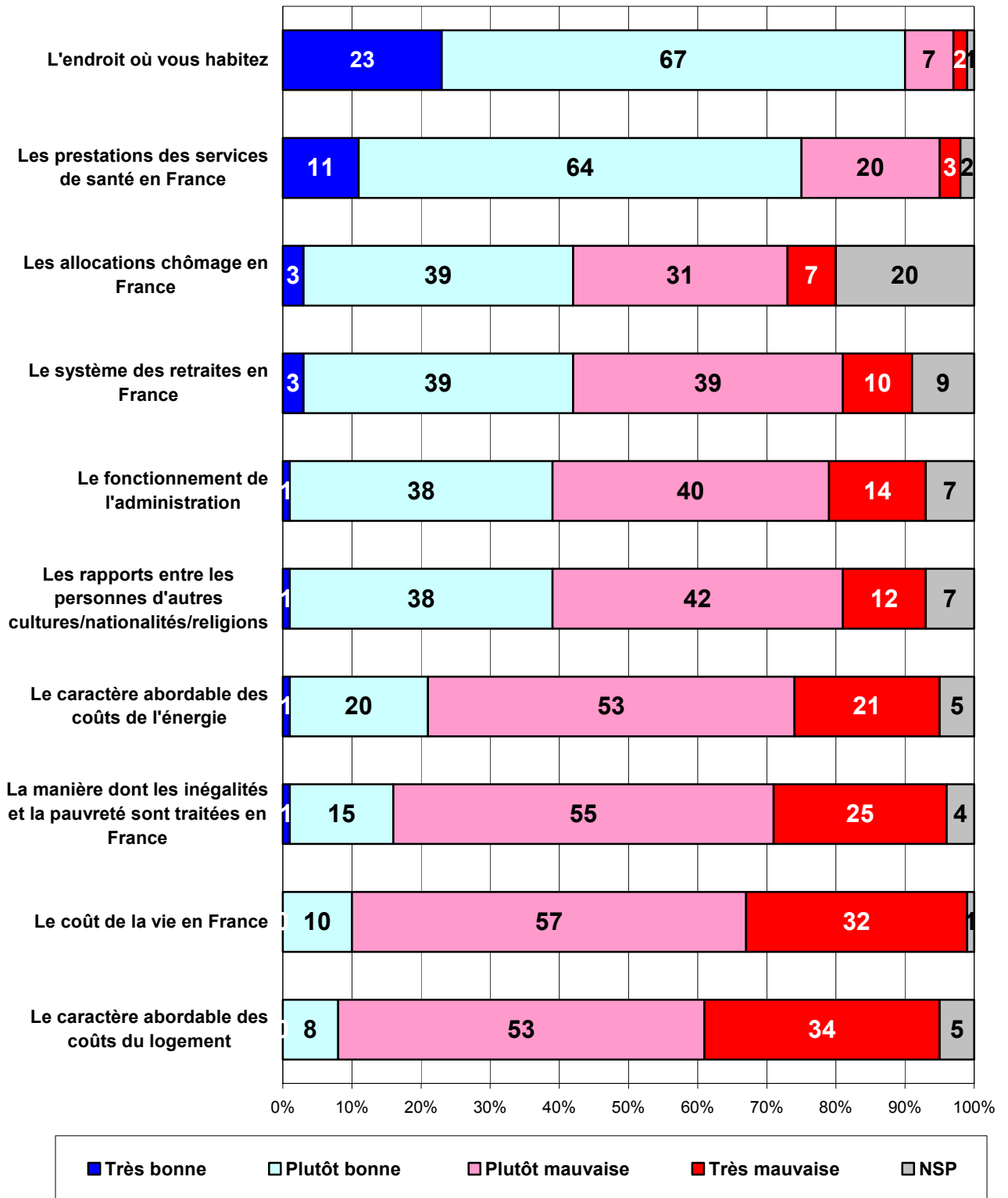
Interrogés sur le rôle de l'Union européenne, 36% des Français estiment qu'elle « nous protège des effets négatifs de la mondialisation », tandis que 56% sont d'un avis opposé. Enfin, seuls 35% des répondants (contre 50%) jugent que l'UE « permet aux citoyens européens de mieux bénéficier des effets positifs de la mondialisation ».

Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en France est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays européens ?



Invités à comparer leur pays aux autres États membres, les Français affichent leur satisfaction en ce qui concerne la qualité de vie (71% d'avis très ou plutôt positifs) et la situation de l'environnement (51%). En revanche, ils portent un regard très pessimiste sur la conjoncture économique (48% d'opinions négatives), sur le prix de l'énergie (52%) et surtout sur la situation de l'emploi (62%).

Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?



Si l'on compare ces données à celles des autres opinions européennes, plusieurs éléments peuvent être mis en évidence :

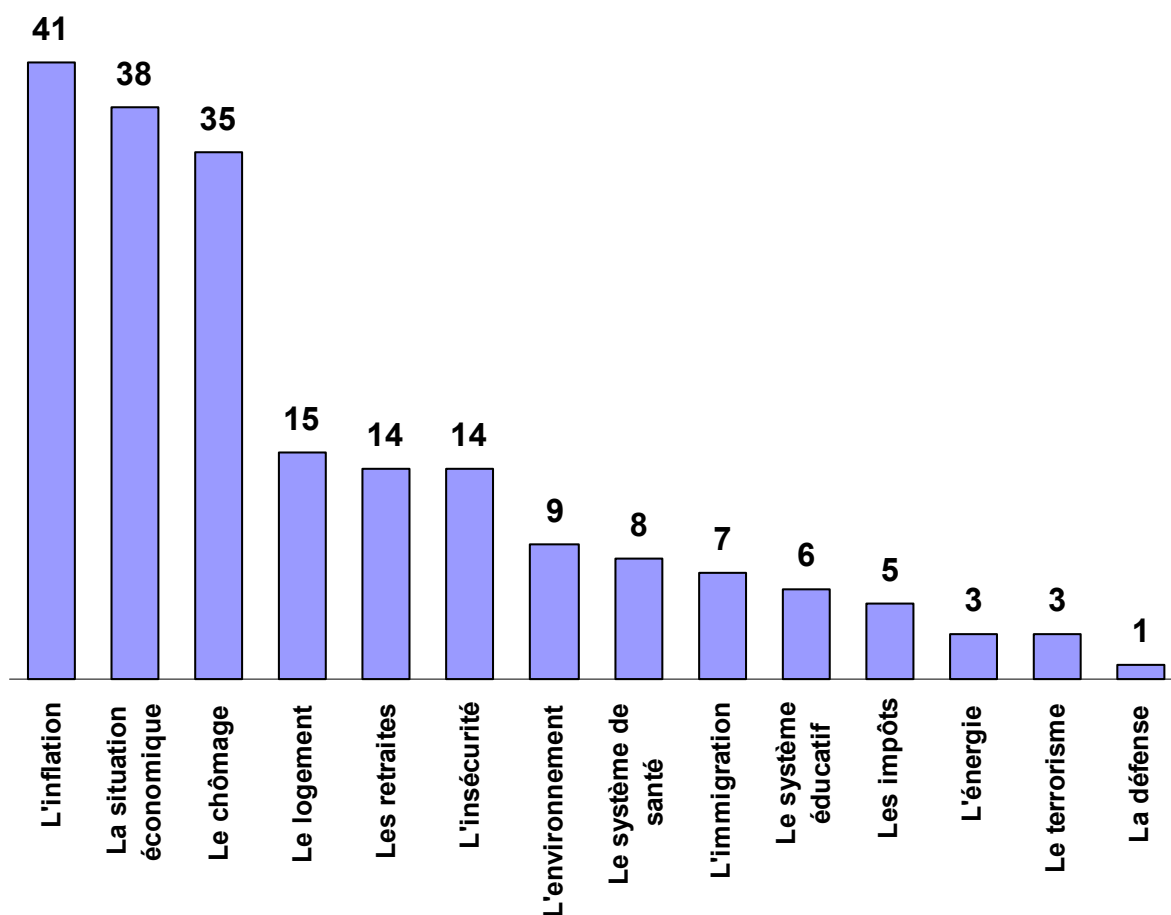
- 90% des Français se déclarent très ou plutôt satisfaits de l'endroit où ils habitent, ce qui représente 10 point de plus que la moyenne UE-27.

- Le taux de satisfaction (situation « très bonne » ou « plutôt bonne ») relatif aux prestations du système de santé (75%) est supérieur de 20 points à la moyenne UE-27.
- De même, on observe un léger écart positif en ce qui concerne les allocations chômage (42% contre 39% au niveau européen) et le système des retraites (42% contre 39%).
- En revanche, l'insatisfaction est plus répandue que dans le reste de l'Union en ce qui concerne les coûts de l'énergie (74% d'opinions négatives en France contre 69% au niveau européen), du logement (88% contre 73%) et du coût de la vie en général (89% contre 78%).
- Enfin, les écarts sont particulièrement nets dans deux domaines : 54% des Français jugent plutôt ou très mauvais « les rapports entre les personnes d'autres cultures, nationalités ou religions » (UE-27 : 45%) et 80% portent un regard négatif sur la manière dont les inégalités sont traitées dans leur pays (UE-27 : 67%).

B) LES PRINCIPAUX PROBLEMES

L'économie au cœur des préoccupations

A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face la France en ce moment (deux réponses maximum) ?

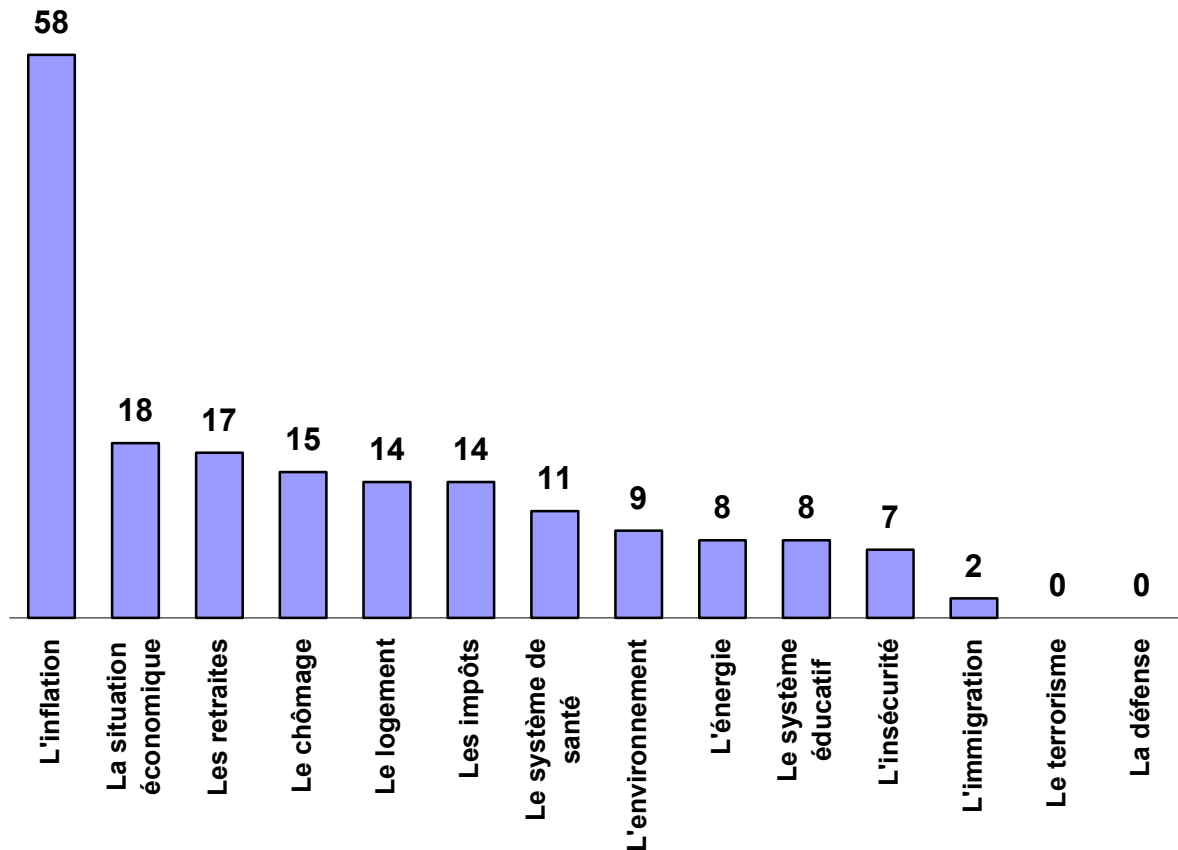


Invités à pointer les deux problèmes les plus importants qui se posent à leur pays, les répondants placent toujours au premier rang la hausse des prix (41%), en dépit d'une baisse de dix points après le pic inflationniste du premier semestre 2008. On constate à l'inverse un fort retour des inquiétudes au sujet du chômage (35%, +5) et plus généralement de la situation économique (38%, +18).

La hiérarchie des autres problèmes reste à peu près inchangée depuis l'Eurobaromètre 69 : on retrouve dans l'ordre le logement (15%, -1), les retraites (14%, -3), l'insécurité (14%, =), l'environnement (9%, +1), le système de santé (8%, -5), l'immigration (7%, =) et le système éducatif (6%, -5). La fiscalité (5%, +1), l'énergie (3%, +1), le terrorisme (3%, =) et la défense (1%, =) sont mis en avant par moins de 5% des répondants.

Il a ensuite été demandé aux répondants de citer les deux problèmes les plus importants non plus pour le pays, mais pour eux-mêmes.

Et, personnellement, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels vous faites face actuellement (deux réponses maximum) ?



Si la hiérarchie des problèmes reste à peu près identique à celle présentée par le tableau précédent, on constate que l'inflation est mise en avant par 58% des personnes interrogées comme l'une des préoccupations majeurs sur le plan personnel (contre 41% sur le plan national). Cette inquiétude est renforcée par le fait que 47% des Français avouent avoir des difficultés à payer leurs factures à la fin du mois.

Si l'on étudie près l'opinion des Français en fonction de différents critères, on constate que l'inflation touche en particulier les jeunes et par les catégories les plus modestes :

Réponse : « L'inflation est l'un des deux problèmes les plus importants auxquels je fais face actuellement »

15-24 ans	25-39 ans	40-54 ans	Plus de 55 ans
90%	67%	63%	50%

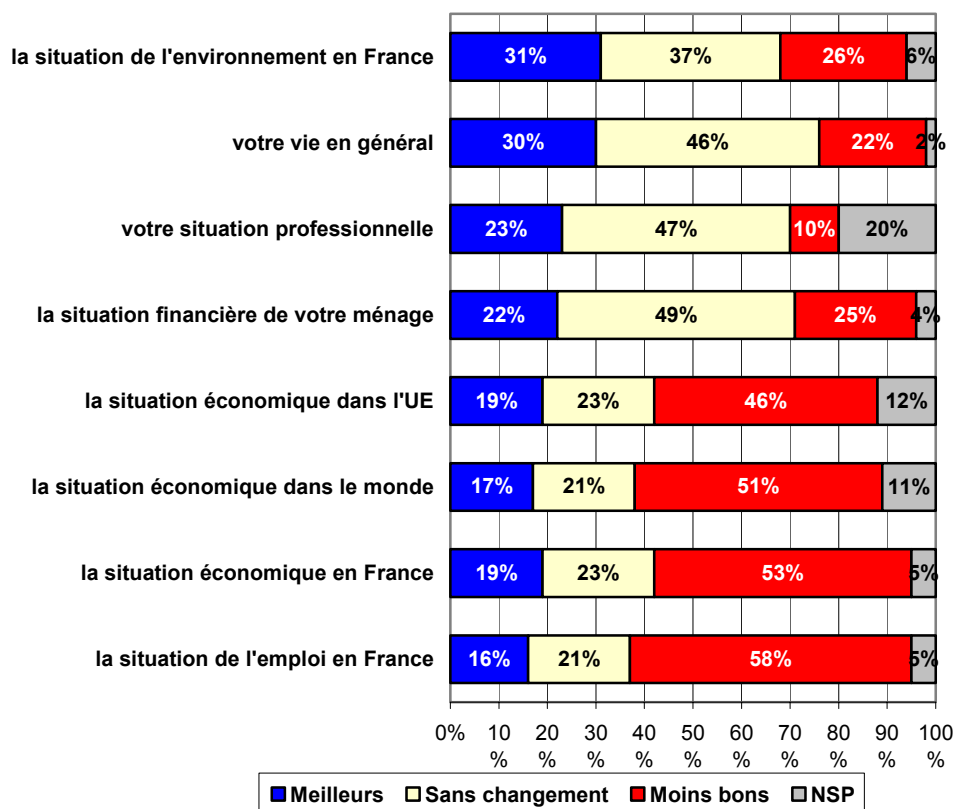
Ouvriers	Employés	Femmes au foyer	Cadres	Retraités	Travailleurs indépendants
68%	67%	66%	59%	49%	47%

Loin derrière l'inflation, les autres problèmes sont perçus avec moins d'acuité. A titre d'exemple, la situation économique, qui arrive en deuxième position n'est citée que par 18% des personnes interrogées.

C) LES ATTENTES POUR L'AVENIR

Des perspectives fortement dégradées

Les douze prochains mois seront-ils meilleurs/sans changement/moins bons en ce qui concerne... ?



Si près d'un Français sur deux ne s'attend à aucun changement en ce qui concerne la situation financière de son ménage (49%) ou sa situation professionnelle (47%) et de sa vie en général (46%), les inquiétudes progressent aussi sur le plan personnel : 22% (+ 9) craignent une dégradation de leur vie en général et 25% (+1) de leur situation financière, tandis que 20% (+8) ne se prononcent pas sur leurs perspectives professionnelles.

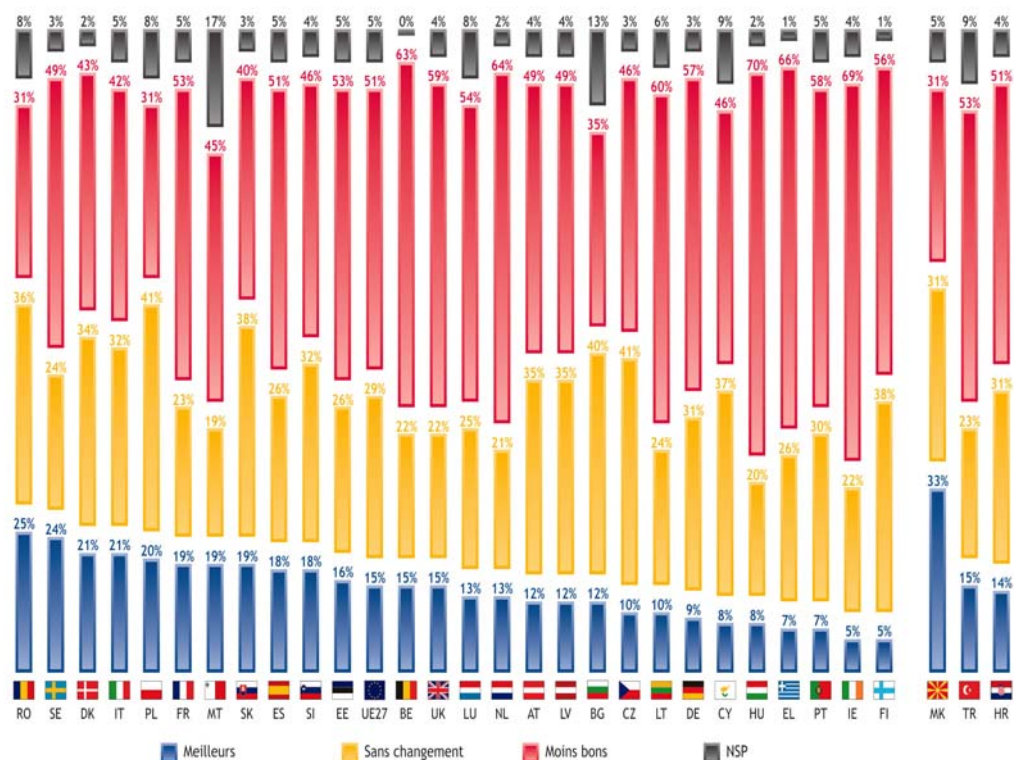
Les répondants pronostiquent par ailleurs une dégradation de la conjoncture économique au niveau européen (46%) et mondial (51%). Le pessimisme est encore plus prononcé lorsqu'il est question du niveau national : 58% s'attendent à une dégradation de l'emploi et 58% à une dégradation économique dans les douze prochains mois. Cela se traduit notamment par une évolution très significative de l'indice de confiance relatif à la situation de l'emploi :

Indices de confiance (solde "meilleurs – moins bons")

	Printemps 2005	Automne 2005	Printemps 2006	Automne 2006	Printemps 2007	Automne 2007	Printemps 2008	Automne 2008
Situation de l'emploi en France	-31	-32	-30	-14	+7	+9	-19	-42
Situation économique de la France	-25	-39	-36	-19	+3	+5	-42	-34

Question: QA6.2. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

Possibilité: La situation économique en (NOTRE PAYS)



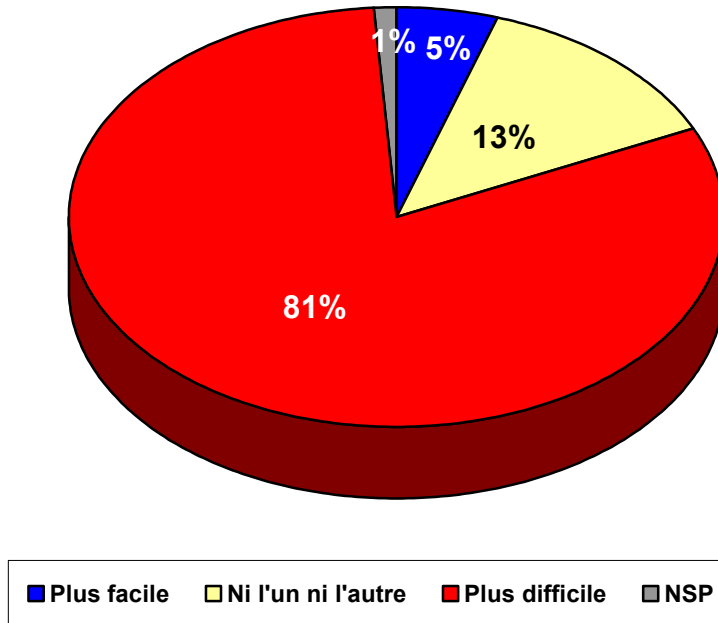
Le pessimisme dont font preuve les Français ne constitue pas une exception au niveau communautaire, où les prévisions économiques sont partout très défavorables.

De manière tout à fait relative, les Européens les plus « optimistes » sont les Roumains (25%), les Suédois (24%), les Italiens et les Danois (21%).

A l’opposé, on retrouve le plus grand nombre de « pessimistes » en Hongrie (70%), en Irlande (69%), aux Pays-Bas (64%) et en Belgique (63%).

Le sentiment dominant dans l'opinion publique est celui d'un recul significatif du niveau de vie. En comparant leur situation à celle d'il y a cinq ans, seuls 14% des Français estiment qu'elle s'est améliorée, 20% qu'elle est restée à peu près inchangée et 65% qu'elle s'est dégradée. Cela se traduit également par la conviction qu'un avenir plus difficile pour les nouvelles générations, comme le montre le graphique ci-dessous.

En général, pensez-vous que la vie des enfants d'aujourd'hui sera plus facile, plus difficile, ou ni plus facile ni plus difficile que pour ceux de votre génération ?



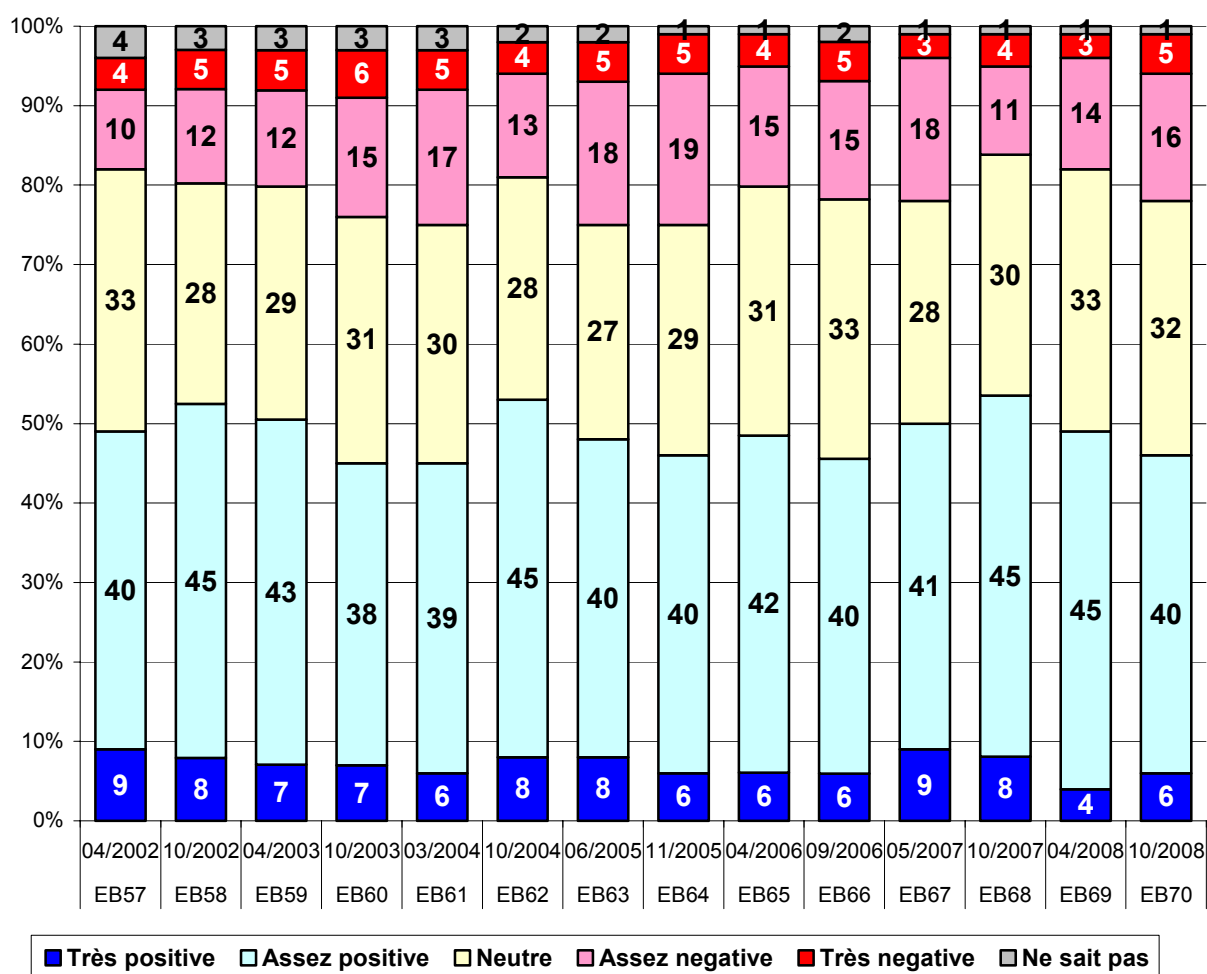
Plus de huit Français sur dix (81%) pensent que la vie des enfants d'aujourd'hui sera plus difficile que pour ceux de leur génération, 13% qu'elle ne sera ni plus facile ni plus difficile et seuls 5% estiment qu'elle sera plus facile. En dépit de ce pessimisme, il convient de préciser que seules 17% des personnes interrogées estiment que les enfants français auraient une meilleure vie s'ils émigraient à l'étranger.

II) LES FRANÇAIS ET L'UNION EUROPÉENNE

A) L'IMAGE DE L'UNION

Une image clairement positive malgré un léger effritement

En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?



L'image de l'Union européenne dans l'opinion française demeure relativement stable, en dépit d'un léger effritement des opinions favorables : 46% des Français ont une perception « très positive » (6%, +2 points en un semestre) ou « assez positive » (40%, -5) de l'Union. Les opinions « assez négatives » (16%, +2) et « très négatives » (5%, +2) sont en hausse, mais demeurent très minoritaires. Enfin, un Français sur trois (32%) a une image neutre de l'Union européenne.

Ces derniers résultats sont quasiment identiques à ceux qui avaient été observés à l'automne 2006, lors de l'Eurobaromètre 66.

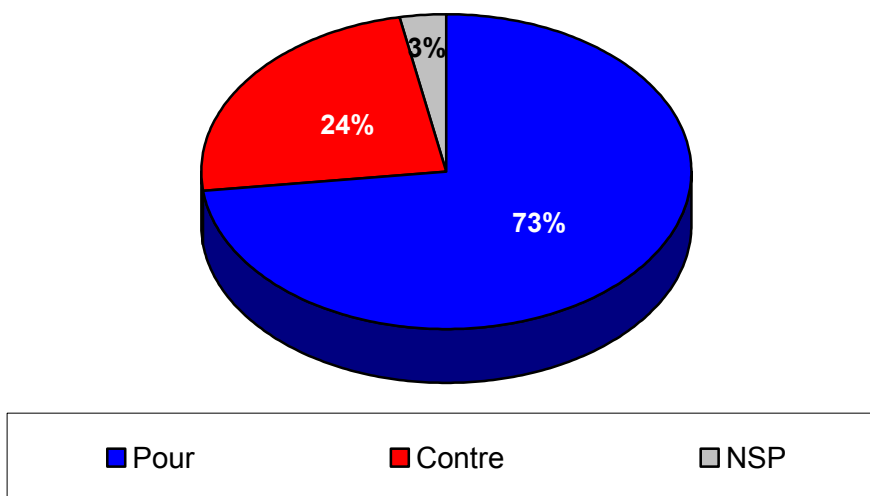
Que représente l'UE pour vous personnellement ?
(Plusieurs réponses possibles)



Sans doute sous l'effet de la crise financière, l'euro est mis en avant par 45% des personnes interrogées (+4 points depuis le printemps 2008), ce qui lui permet de retrouver la première place du palmarès. L'Union européenne est également associée à la liberté de voyager, d'étudier et de travailler (44%, -6), à la paix (37%, -1), à la diversité culturelle (32%, -1) et à son rôle sur la scène internationale (30%, +2).

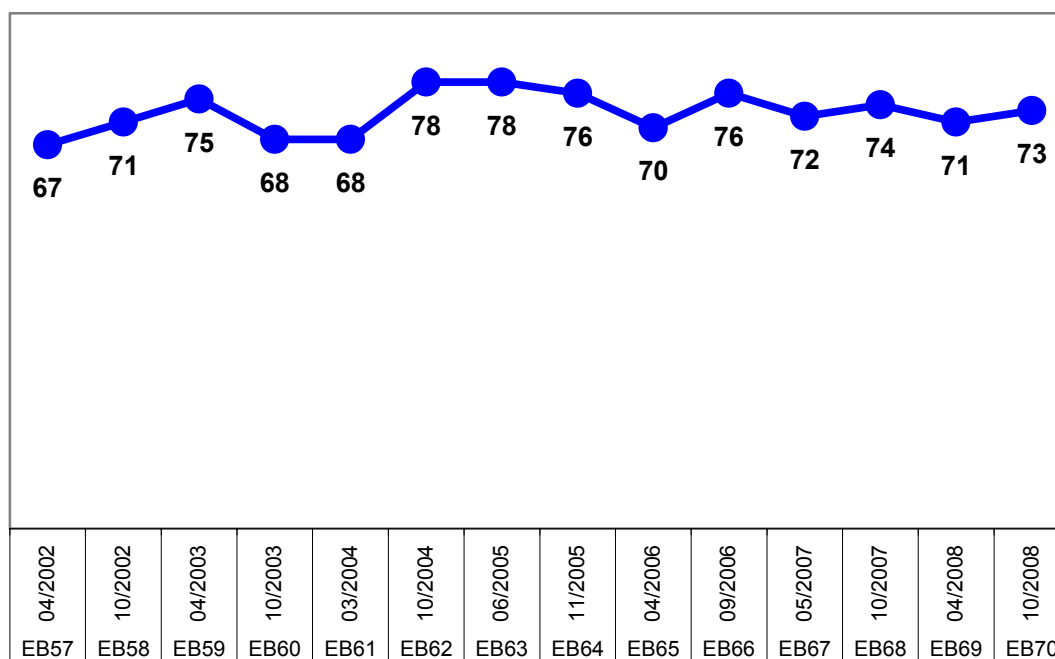
Parmi les éléments de perception négative, on trouve aux premières places le gaspillage d'argent (25%), l'insuffisance de contrôle aux frontières (19%), le chômage (13%), la bureaucratie (14%) et la perte de l'identité culturelle (13%), avec pour chacun de ces items des variations quasiment nulles par rapport à la vague précédente.

Êtes-vous pour ou contre l'euro ?



Le contexte de crise économique semble renforcer la place de l'euro, en tant que principal élément d'identification de l'Union européenne : 73% des Français lui sont favorables (+2 points par rapport au printemps 2008), 24% hostiles(-2) et 3% ne se prononcent pas (=). Ces résultats sont à peu près comparables à ceux des enquêtes précédentes.

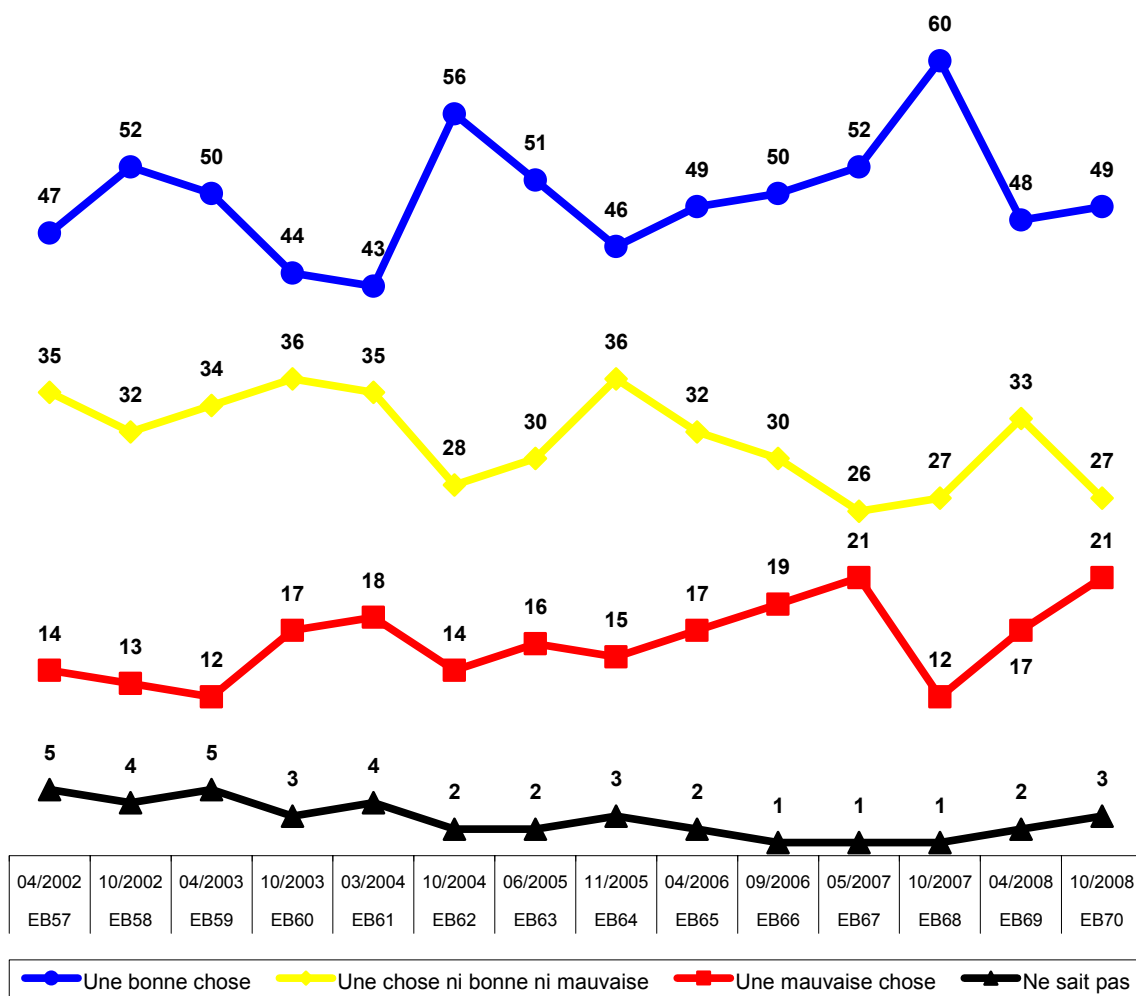
Soutien à l'euro (trend)



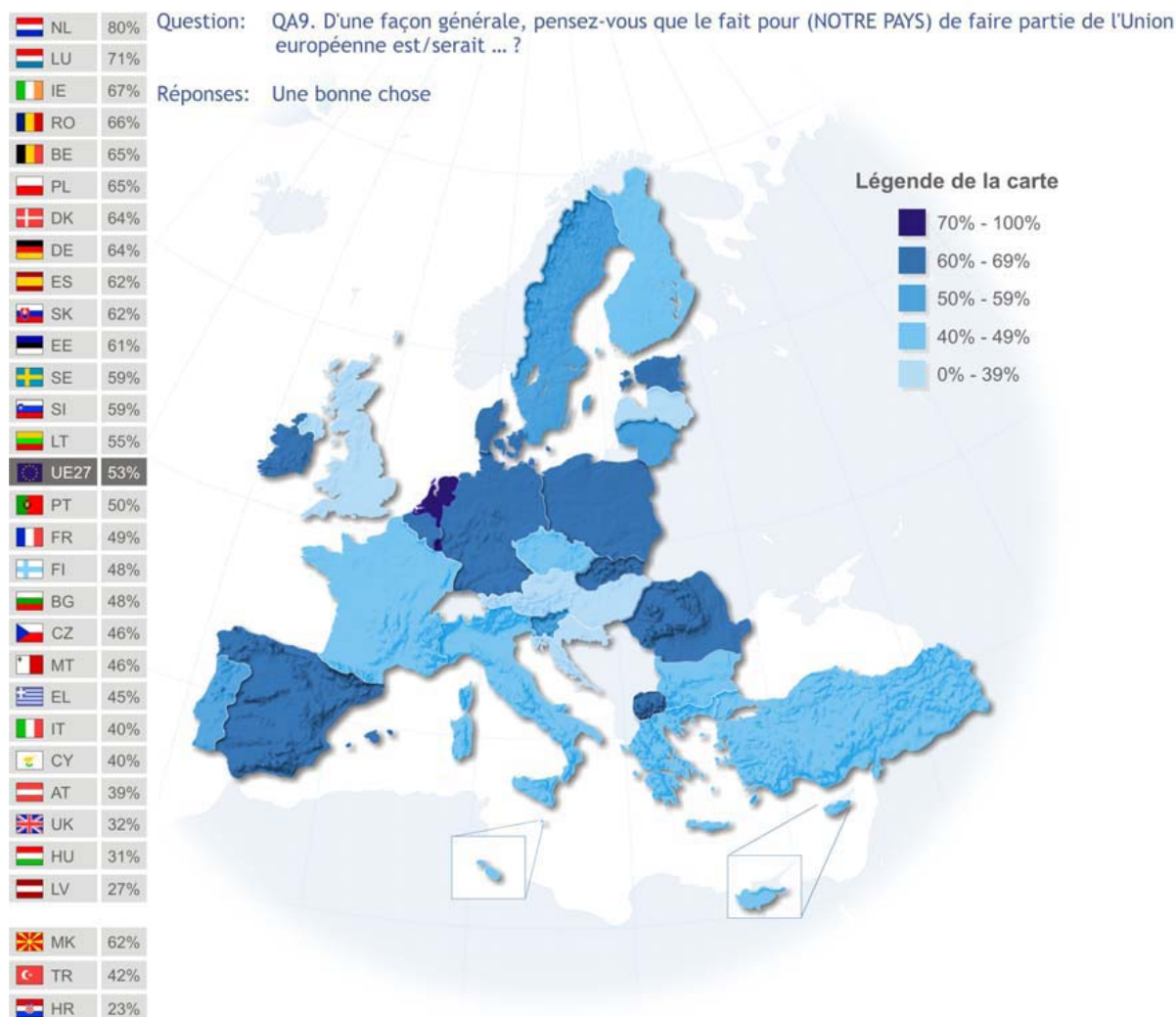
B) APPARTENANCE ET BÉNÉFICES

Des Français un peu plus réservés que la moyenne européenne

D'une façon générale, pensez-vous que l'appartenance de la France à l'UE est une bonne chose, une mauvaise chose, une chose ni bonne ni mauvaise?

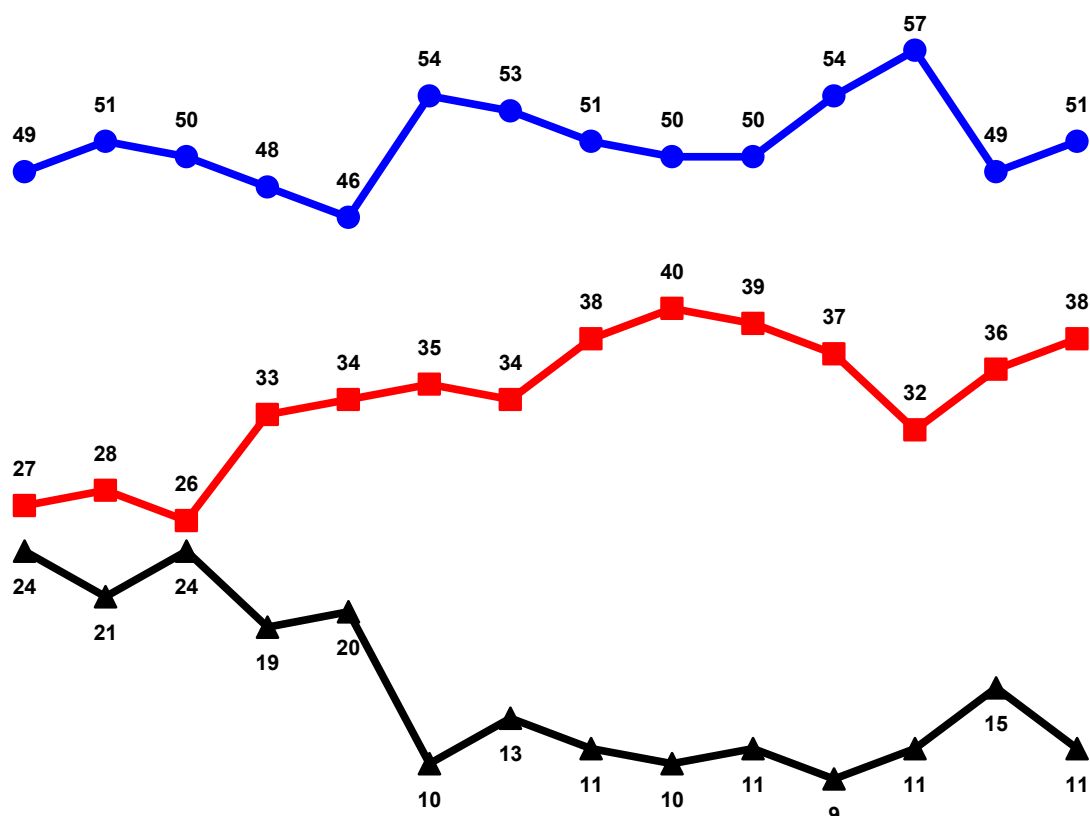


Un Français sur deux (49%, en progression d'un point par rapport au printemps 2008) estime que l'appartenance de son pays à l'Union européenne est une « bonne chose », 21% (+4) qu'elle est une « mauvaise chose » et 27% (-6) qu'elle est une chose « ni bonne ni mauvaise ». Au printemps 2008, l'Eurobaromètre avait révélé une forte dégradation des opinions favorables à l'appartenance de la France à l'UE. Tout en se resserrant légèrement, l'écart entre les réponses positives et les réponses négatives reste très élevé : 38 points.



Avec 49% d'avis favorables à l'appartenance à l'Union, l'opinion française se situe légèrement au-dessous de la moyenne UE-27 (53%). Les niveaux les plus élevés se retrouvent aux Pays-Bas (80%), au Luxembourg (71%) et en Irlande (67%), ce qui éclaire d'un jour particulier les votes négatifs des Néerlandais et des Irlandais lors des référendums de 2005 (traité constitutionnel) et de 2008 (traité de Lisbonne). Les trois pays les plus « eurosceptiques » en la matière sont le Royaume-Uni (32%), la Hongrie (31%) et la Lettonie (27%).

**Tout bien considéré, pensez-vous que la France
a bénéficié ou pas bénéficié de son appartenance à l'Union européenne ?**



04/2002	10/2002	04/2003	10/2003	03/2004	10/2004	06/2005	11/2005	04/2006	09/2006	05/2007	10/2007	04/2008	10/2008
EB57	EB58	EB59	EB60	EB61	EB62	EB63	EB64	EB65	EB66	EB67	EB68	EB69	EB70

● Bénéficié
 ■ Pas bénéficié
 ▲ Ne sait pas

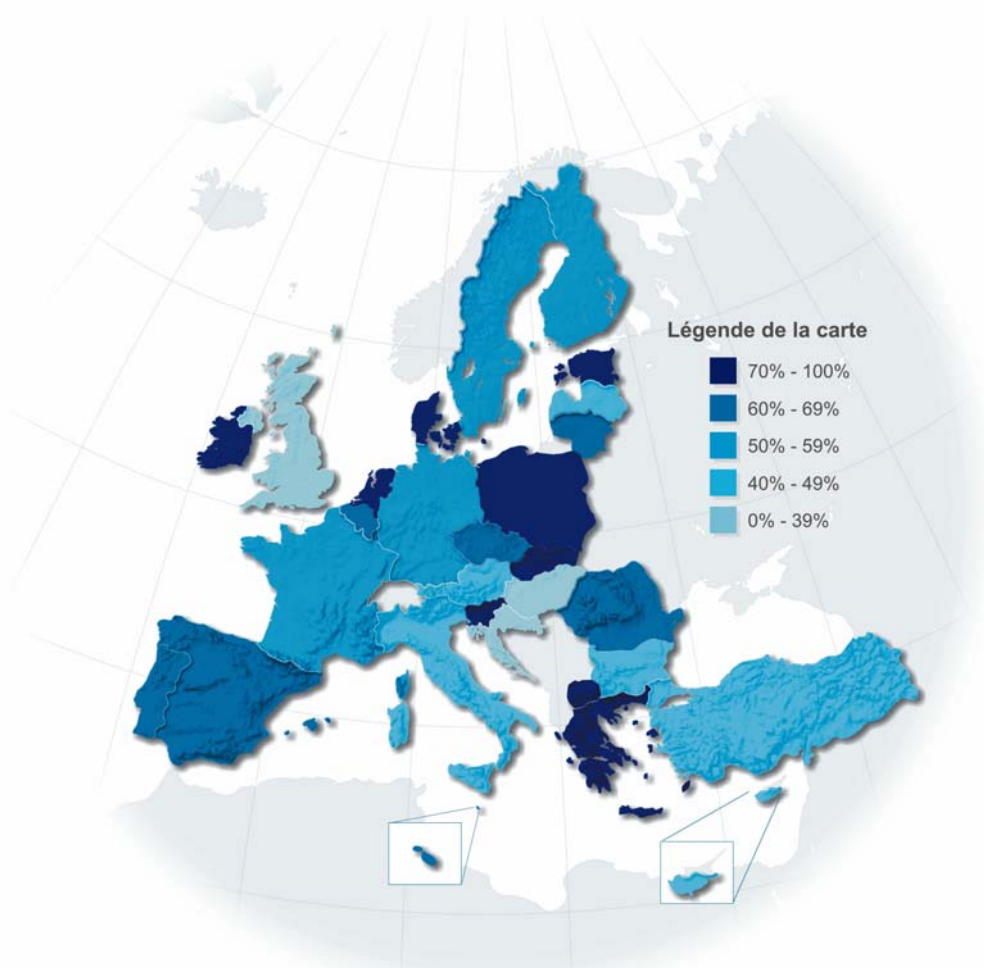
Après la forte baisse constatée il y a six mois, on observe deux évolutions parallèles. La part de ceux qui estiment que la France a bénéficié de son appartenance à l'Union (51%, +2 points en un semestre) franchit de nouveau la barre des 50%. En même temps, le pourcentage de ceux qui sont d'un avis contraire (38%) gagne également deux points en six mois. Cette forte polarisation de l'opinion se traduit logiquement par la baisse des indécis (11%, -4).

L'écart entre les catégories « a bénéficié » et « n'a pas bénéficié » reste donc inchangé (13 points), à un niveau proche du plancher constaté au printemps 2006 (10 points). Il y a un an, cet écart s'élevait encore à 25 points.

Question: QA10a. Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ?

Réponses: Bénéficié

 IE	79%
 EE	78%
 SK	77%
 DK	76%
 NL	76%
 PL	73%
 SI	71%
 EL	70%
 LT	69%
 RO	69%
 BE	68%
 LU	68%
 ES	63%
 CZ	62%
 PT	60%
 MT	60%
 DE	58%
 FI	57%
 UE27	56%
 SE	53%
 FR	51%
 LV	48%
 AT	47%
 CY	43%
 BG	43%
 IT	41%
 UK	39%
 HU	39%
 MK	74%
 TR	48%
 HR	33%



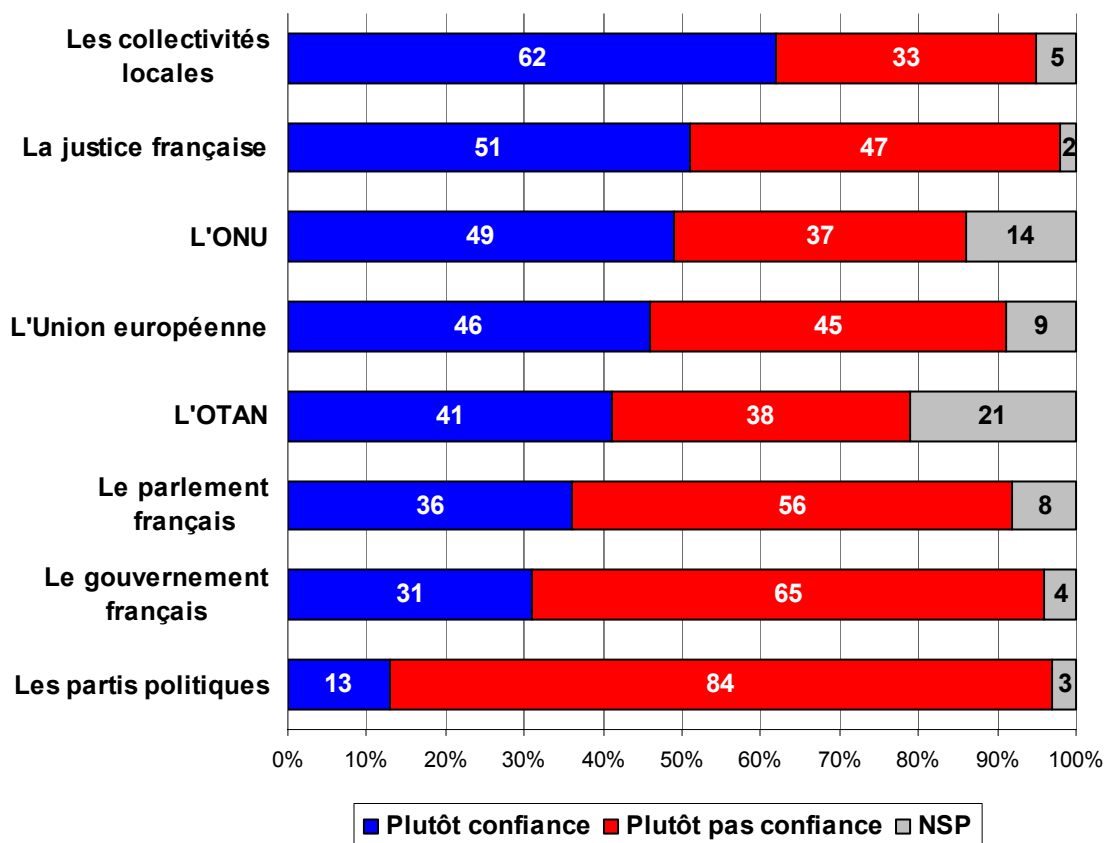
Avec un score de 51%, la France se situe une nouvelle fois au-dessous de la moyenne UE-27 (56%). À l'échelle européenne, les plus convaincus des bienfaits de l'appartenance sont les Irlandais (79%), les Estoniens (78%), les Slovaques (77%), les Danois (76%) et les Néerlandais (76%). Avec seulement de 41% d'opinions favorables, les Italiens (autrefois parmi les Européens les plus fervents) talonnent désormais les Britanniques et les Hongrois (39%) parmi les moins convaincus des bénéfices liés à l'appartenance à l'Union européenne.

III) LES INSTITUTIONS NATIONALES ET EUROPEENNES

A) LES NIVEAUX DE CONFIANCE

Les collectivités locales plébiscitées

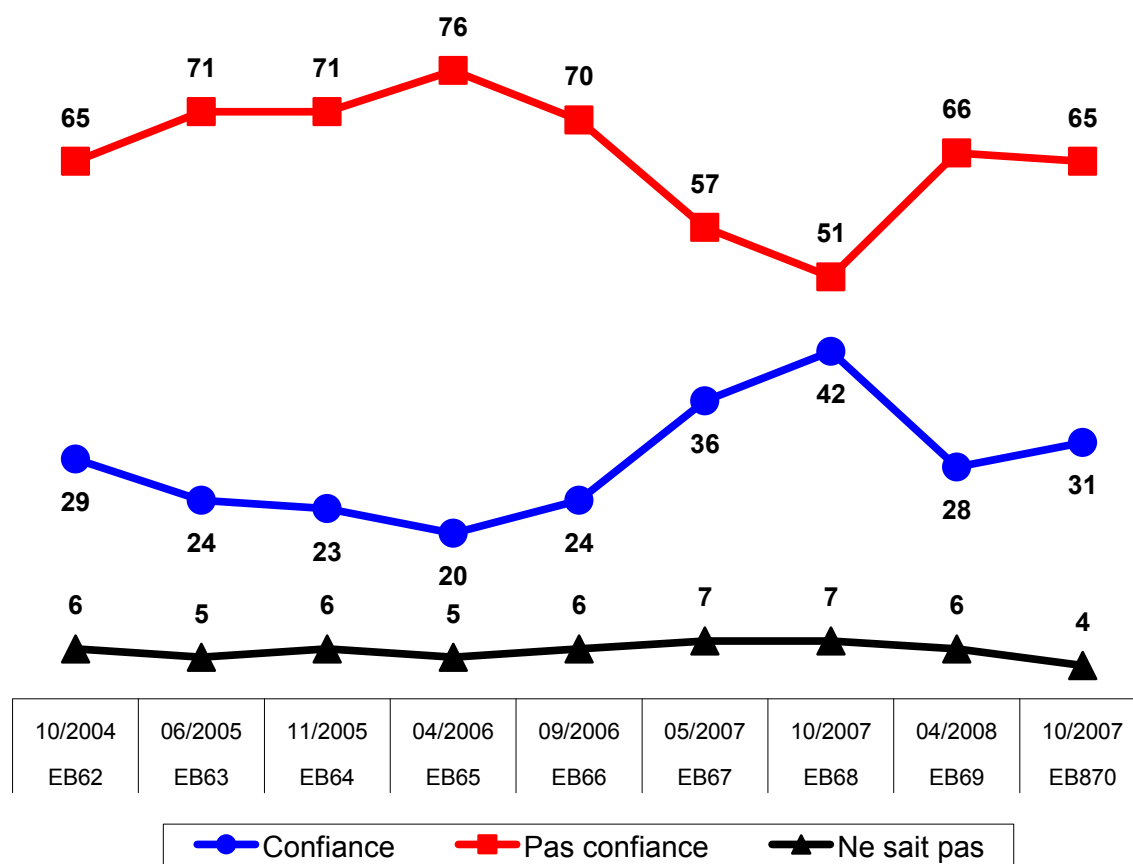
Pour chacune de ces institutions, pourriez-vous nous dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elles ?



Introduites pour la première fois, les collectivités locales arrivent largement en tête : 62% des Français leur font confiance. Viennent ensuite la justice (51%, +5 points en six mois), l'ONU (49%, -2), l'Union européenne (46%, -4) et l'OTAN (41%, introduite pour la première fois).

La cote de confiance des institutions politiques nationales demeure faible, malgré une légère amélioration depuis le dernier sondage : 36% (+1) des personnes interrogées font confiance au Parlement français, 31% (+3) au gouvernement et 13% (+3) aux partis politiques.

Evolution de la confiance dans le gouvernement français



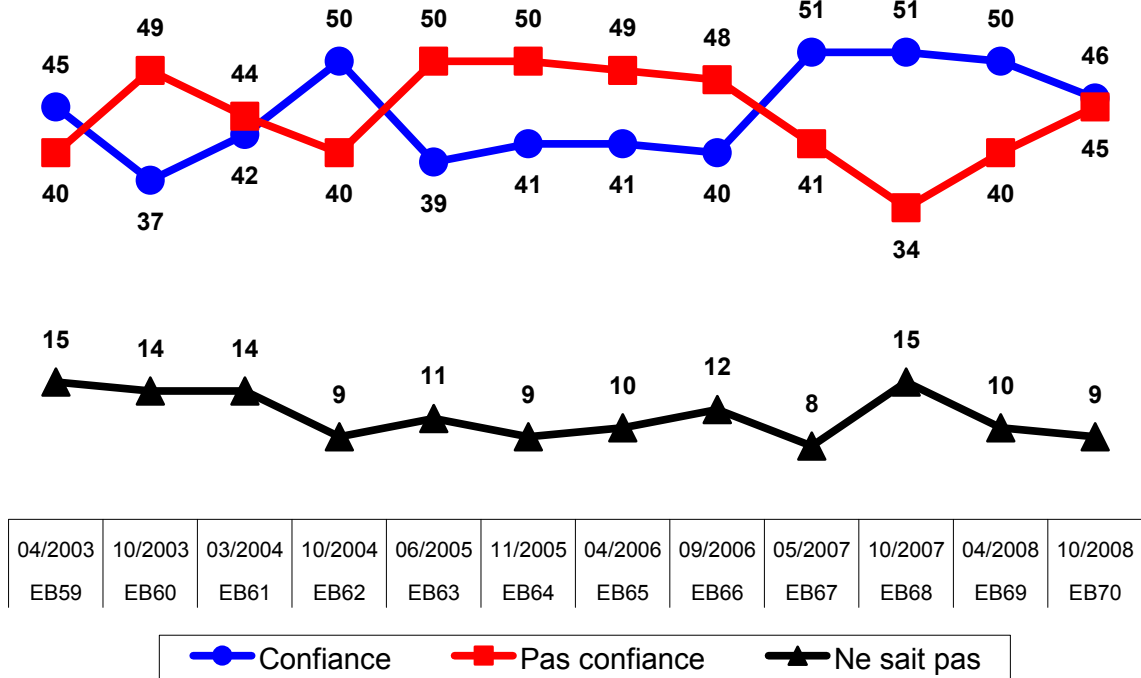
Indice de confiance du gouvernement (solde « confiance » - « pas confiance »)

Automne 2004	Printemps 2005	Automne 2005	Printemps 2006	Automne 2006	Printemps 2007	Automne 2007	Printemps 2008	Automne 2007
-36	-47	-48	-56	-46	-21	-9	-38	-34

En dépit d'un léger resserrement, l'écart entre ceux qui font confiance et ceux qui ne font pas confiance au gouvernement s'élève toujours à -34 points, sans atteindre toutefois les niveaux d'impopolarité du précédent gouvernement (solde de -56 points au printemps 2006).

Plus précisément, on constate un fort décalage au niveau de l'âge : si 41% des plus de 55 ans déclarent faire confiance au gouvernement c'est le cas d'à peine un quart des classes d'âge inférieures. Les taux de confiance les plus élevés sont enregistrés chez les retraités (44%), alors que les ouvriers (23%) se montrent les plus réservés.

Evolution de la confiance dans l'Union européenne



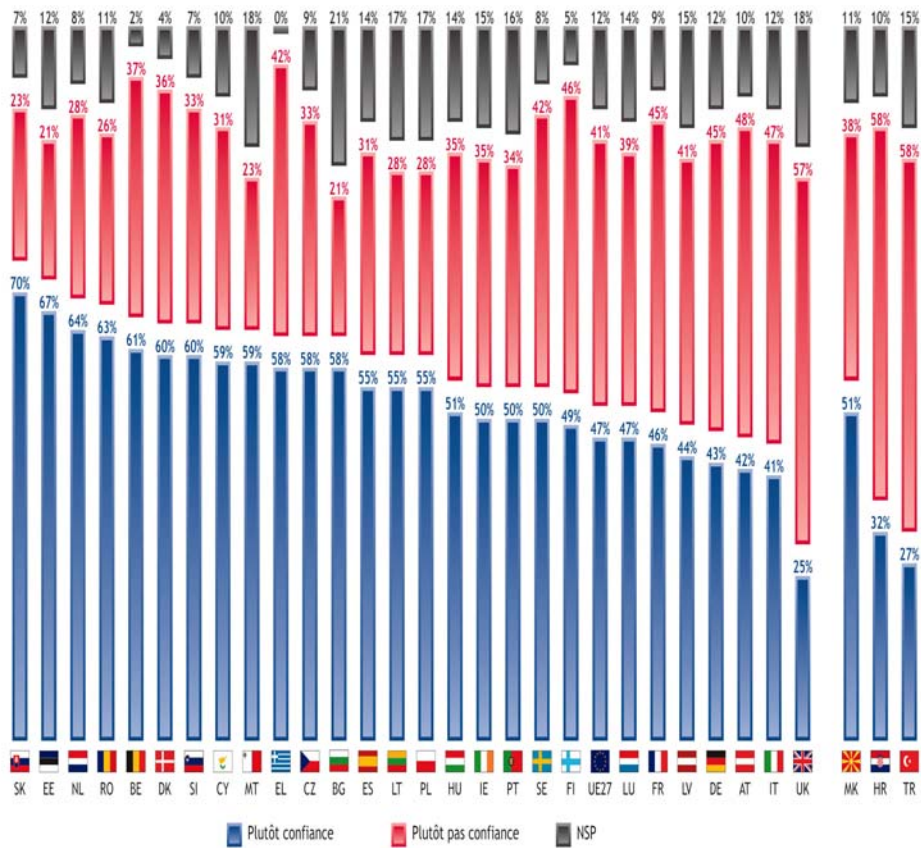
Le pourcentage de ceux qui font confiance à l'Union européenne (46%) dépasse légèrement celui des « méfiants » (45%), mais l'écart se réduit à un point, alors qu'il était de 17 points il y a encore un an.

Par catégories socio-professionnelles, on remarque que la confiance est sensiblement plus élevée chez les étudiants (64%), les cadres (56%) et les travailleurs indépendants (55%) que chez les retraités (47%), les employés (46%) et les ouvriers (37%).

Au niveau des classes d'âge, la cote de confiance de l'Union s'élève à 55% pour les 15-24 ans, à 46% des 25-39 ans, à 39% des 40-54 ans et à 46% des plus de 55 ans. Enfin, on constate que les sympathisants de droite sont actuellement un peu plus enclins à faire confiance à l'Union européenne (54%) que ceux du centre (46%) ou de gauche (44%).

Question: QA12.6. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

Possibilité: L'Union européenne



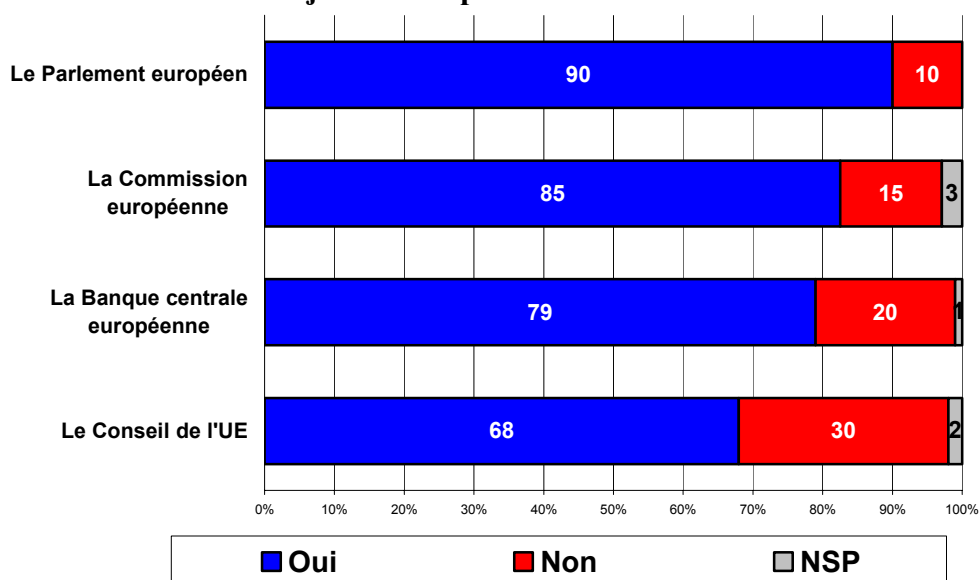
Avec 46% de personnes faisant confiance à l'Union européenne, l'opinion française se situe à un niveau proche de la moyenne UE-27 (47%).

Les Européens les plus confiants vis-à-vis des institutions communautaires sont les Slovaques (70%) et les Estoniens (67%).

B) LES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES

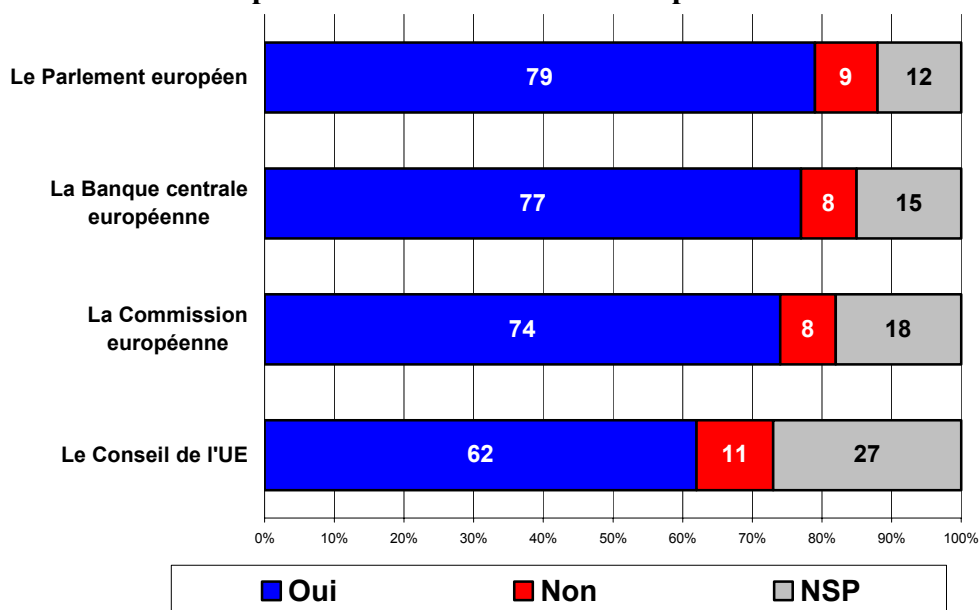
Des opinions plus clivées

Avez-vous déjà entendu parler des institutions suivantes ?



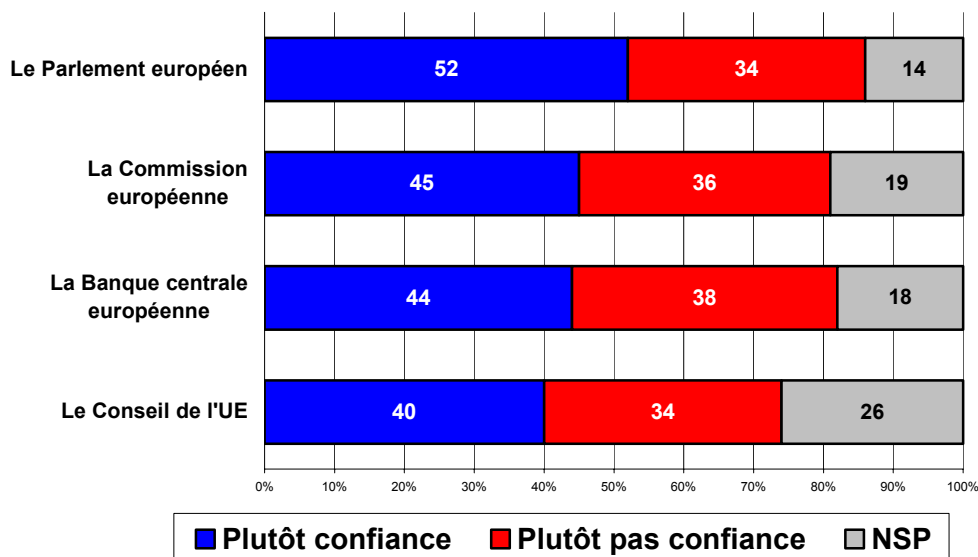
Le Parlement (90%, sans changement par rapport au printemps 2008) et la Commission (85%, +3) demeurent les deux institutions européennes les plus connues. Dans le contexte de la crise financière, la notoriété de la Banque centrale européenne gagne encore six points (79%) et se rapproche désormais de celles des deux premières. Le Conseil de l'Union européenne semble avoir bénéficié de l'écho médiatique de la présidence française et gagne huit points en six mois (68%).

Et pour chacune de ces institutions, pensez-vous qu'elle joue un rôle important ou pas dans la vie de l'Union européenne ?



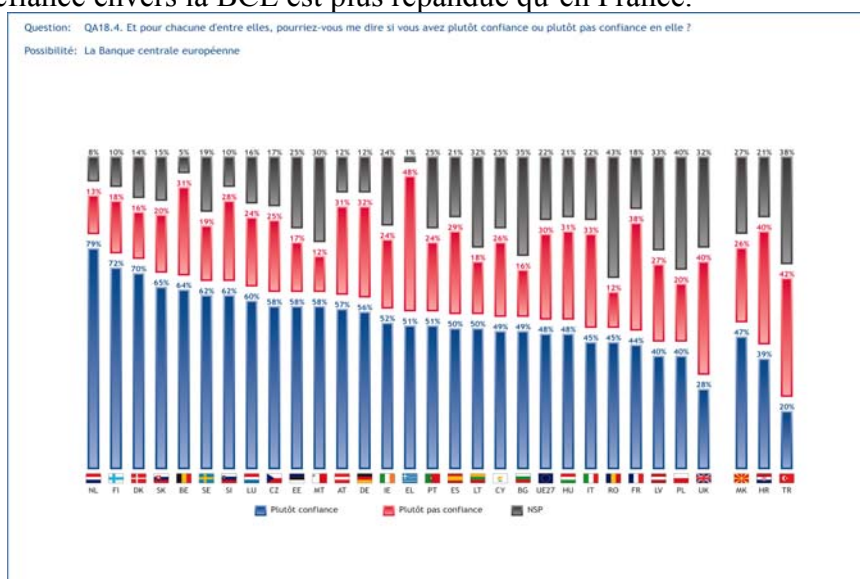
En termes d'importance perçue, le Parlement européen arrive en tête (79%), tandis que la Banque centrale européenne (77%) dépasse désormais la Commission européenne. L'importance attribuée au Conseil de l'Union européenne s'élève à 62%.

Et pour chacune de ces institutions, pourriez-vous dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elles ?



La hiérarchie de la confiance à l'égard des institutions communautaires rejoint celle de la notoriété. La cote de confiance atteint 52% pour le Parlement européen, 45% pour la Commission européenne et 44% pour la Banque centrale européenne. Ces trois institutions voient chacune leur cote de confiance augmenter d'un point, mais la proportion de citoyens qui déclarent plutôt ne pas leur faire confiance progresse également (respectivement de trois, trois et cinq points).

En dépit du rôle qu'elle a joué lors de la crise financière, les Français demeurent partagés sur la Banque centrale européenne (44% de confiance, quatre points en dessous de la moyenne UE-27 et bien loin des chiffres enregistrés aux Pays-Bas - 79% -, en Finlande -72%- ou, curieusement, au Danemark -70%. Le Royaume-Uni et la Grèce sont les seuls pays dans lesquels la défiance envers la BCE est plus répandue qu'en France.



C) LA PRESIDENCE FRANÇAISE

Un épisode important

L'enquête de terrain de l'Eurobaromètre 70 a été réalisée au milieu du semestre de présidence du Conseil européen. Il est donc intéressant d'examiner la manière dont les Français, en cours de présidence, ont perçu l'action de leur pays, dans un contexte marqué par une série d'événements majeurs.

À la veille de la présidence française, 49% des personnes interrogées en France avaient lu dans les journaux, entendu à la radio ou vu à la télévision ou sur Internet quelque chose à son sujet. En cours de Présidence, et grâce sans doute à la richesse de l'actualité et à la forte implication du président de la République, cette proportion a bondi à 63% (+ 14 points) en octobre 2008. Plus encore, deux tiers des Français (67%) estiment qu'il s'agit d'une chose plutôt importante (23%) ou très importante (44%) et seuls 27% qu'elle n'était pas très (20%) ou pas du tout importante (7%).

Au niveau UE-27, la PFUE était connue de 50% de la population (alors que la notoriété de la présidence slovène, au printemps 2008, n'était par exemple connue que de 20% des citoyens européens en avril 2008).

La présidence française a peut-être eu un effet « pédagogique » pour faire connaître le fonctionnement de l'Union, comme le montrent les réponses données au test ci-dessous :

Pour chacune des affirmations suivantes sur l'Union européenne, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse ?

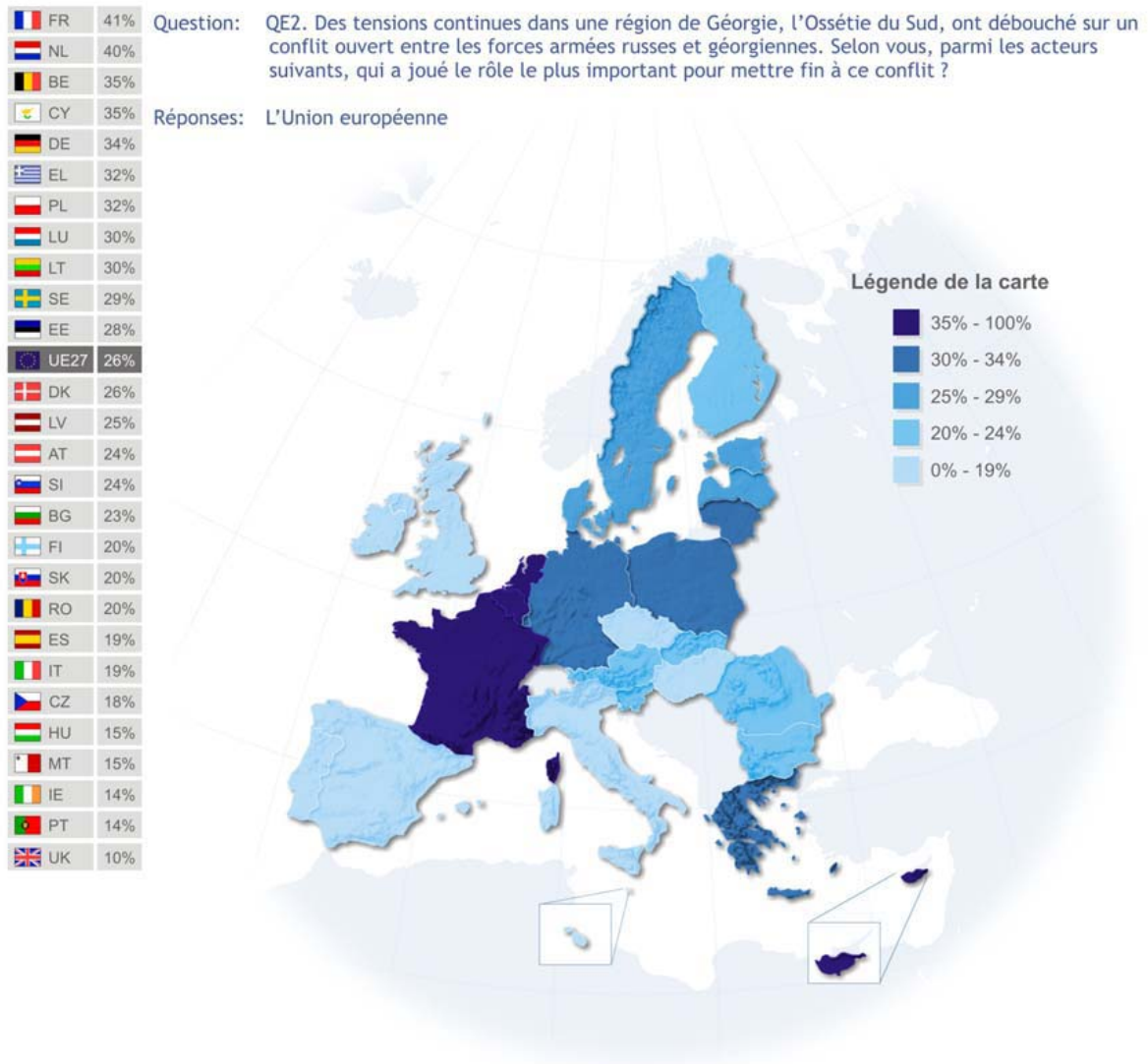
	VRAI	FAUX	NSP
L'Union européenne est actuellement composée de quinze Etats membres	18% <i>UE-27 : 21%</i>	66% <i>UE-27 : 55%</i>	14% <i>UE-27 : 24%</i>
Tous les 6 mois, un Etat membre différent prend la présidence de l'Union européenne	56% <i>UE-27 : 54%</i>	24% <i>UE-27 : 19%</i>	20% <i>UE-27 : 27%</i>
La zone euro est actuellement composée de douze Etats membres	32% <i>UE-27 : 31%</i>	49% <i>UE-27 : 38%</i>	19% <i>UE-27 : 31%</i>
La Suisse est un Etat membre de l'Union européenne	11% <i>UE-27 : 16%</i>	80% <i>UE-27 : 64%</i>	9% <i>UE-27 : 20%</i>

NB : Les réponses correctes sont en caractères gras.

En moyenne, les Français donnent 63% de bonnes réponses, soit dix points de mieux que la moyenne UE-27 (53%) : 92% d'entre eux donnent au moins une bonne réponse et 24% arrivent même à quatre bonnes réponses. On remarquera également que 56% des personnes interrogées en France sont désormais au courant que « tous les six mois, un État membre prend la présidence de l'Union européenne », alors qu'ils n'étaient que 46% au printemps 2008. La notoriété de la présidence tchèque de l'Union, qui a débuté le 1^{er} janvier 2009, restait toutefois très méconnue en amont : en octobre, seuls 13% des Français avaient entendu parler de cette future présidence (six points en dessous de la moyenne UE-27).

Le semestre de présidence française avait commencé avec le conflit russo-géorgien (août 2008). 88% des personnes interrogées en France (contre 82% dans l'Union européenne) ont entendu parler de cette crise, même si seuls 44% avouent avoir compris « exactement de quoi il s'agissait ».

La guerre en Géorgie a marquée par une réponse diplomatique commune des Européens : 41% des Français estiment ainsi que c'est l'UE qui a joué le rôle le plus important pour résoudre ce conflit (quinze points au-dessus de la moyenne UE-27), et seuls 9% mettent en avant l'OTAN, 7% l'ONU et 7% également les Etats-Unis (29% ne se prononcent pas).



Le rôle diplomatique joué par la présidence française est illustré aussi par le fait que 83% des Français pensent que la voix de la France compte dans l'Union européenne (+3 points en six mois).

**Êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord
avec les affirmations suivantes ?**

	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSP
La voix de la France compte dans l'Union européenne	83%	12%	5%
Ma voix compte en France	71%	27%	2%
L'Union européenne impose ses vues sur la France	66%	23%	11%
Les intérêts de la France sont bien pris en compte dans l'Union européenne	51%	34%	15%
Le gouvernement français est sensible aux préoccupations des citoyens français	47%	47%	6%
Le gouvernement français est sensible aux préoccupations des citoyens européens	45%	42%	13%
Ma voix compte dans l'Union européenne	43%	52%	5%
J'ai le sentiment que nous sommes plus stables économiquement parce que la France fait partie de la zone euro	43%	52%	5%
Je comprends le fonctionnement de l'Union européenne	43%	53%	4%
J'ai le sentiment d'être plus en sécurité parce que la France est membre de l'Union européenne	36%	60%	4%
L'Union européenne est sensible aux préoccupations des citoyens français	30%	59%	11%

IV) L'AVENIR DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

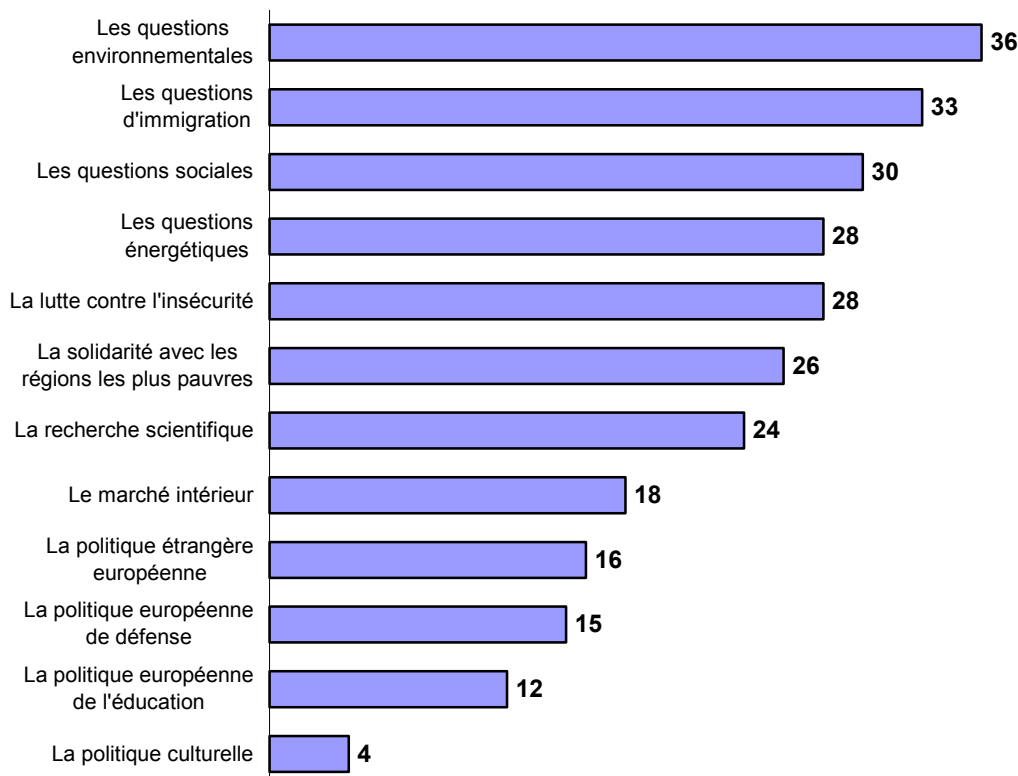
A) PRIORITÉS ET NIVEAU DE DÉCISION

L'environnement, première priorité

Interrogés sur l'évolution actuelle de la construction européenne, 29% des Français, interrogés dans le contexte de la crise financière et économique, jugent que les choses vont dans la bonne direction et 65% qu'elles vont dans la mauvaise direction.

Par ailleurs, 44% des répondants estiment qu'il y a trop de domaines dans lesquels l'UE peut prendre des décisions, 31% il n'y en a pas assez. 9% estiment que ce nombre est convenable.

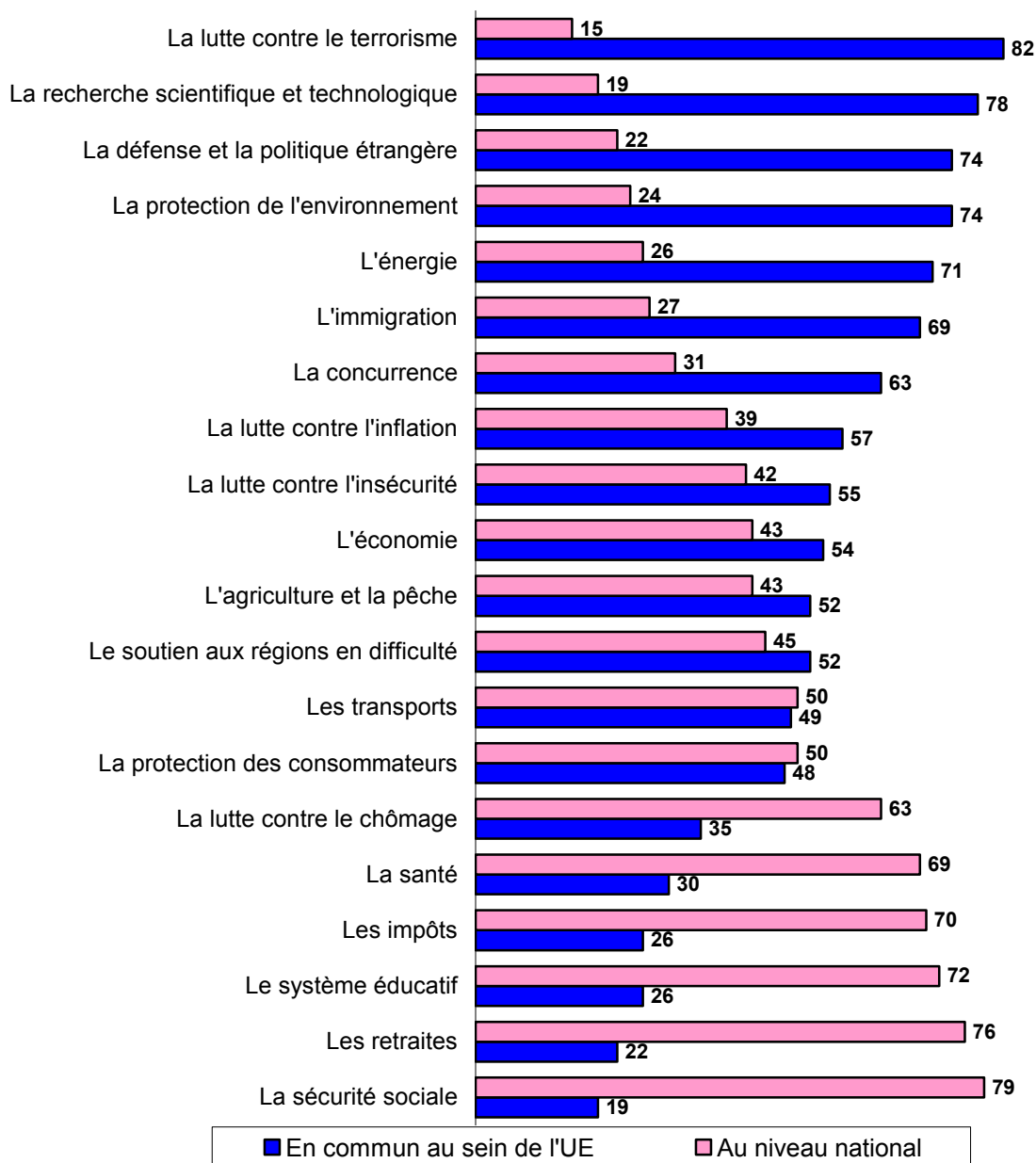
À votre avis, sur quels aspects les institutions européennes devraient-elles mettre l'accent au cours des prochaines années pour renforcer l'Union européenne (trois réponses maximum) ?



Les questions environnementales (36%, -2 points en six mois) et les questions d'immigration (33%, -1) demeurent les deux premières priorités pour les prochaines années. Sous le coup de la crise économique, les questions sociales gagnent deux points et arrivent désormais en troisième position, suivies des questions énergétiques, de la lutte contre l'insécurité (28%), de la solidarité avec les régions les plus pauvres (26%) et de la recherche scientifique (24%).

Les autres domaines sont considérés comme prioritaires par moins d'un Français sur cinq, qu'il s'agisse de la politique étrangère (16%), de la politique européenne de défense (15%), de la politique européenne d'éducation (12%) ou de la politique culturelle (4%).

**Pour chacun de ces domaines, pensez-vous que les décisions
devraient être prises par le gouvernement français
ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'UE ?**



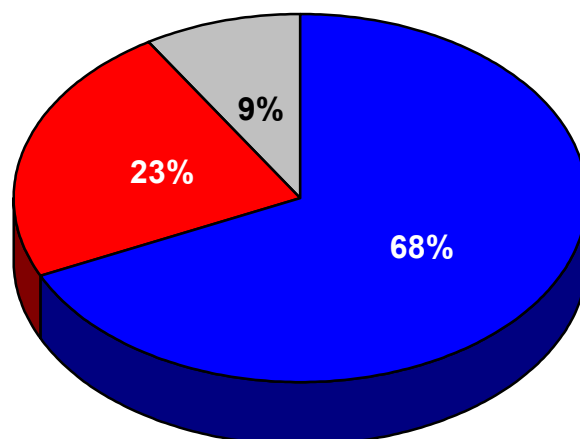
Le niveau communautaire est considéré comme le plus opportun pour la lutte contre le terrorisme (82%, -3 points depuis le printemps 2008), la recherche scientifique et technologique (78%, =), la défense et la politique étrangère (74%, +2), la protection de l'environnement (74%, -3), et la politique énergétique (71%, =). Les Français privilégient également le niveau européen en ce qui concerne l'immigration (69%, +4) et la politique de la concurrence (63%, -2).

Dans les autres domaines, les Français affichent une préférence pour le niveau national, notamment pour le système éducatif (72%, -3), pour les retraites (76%, -5) et la sécurité sociale (79%, -2).

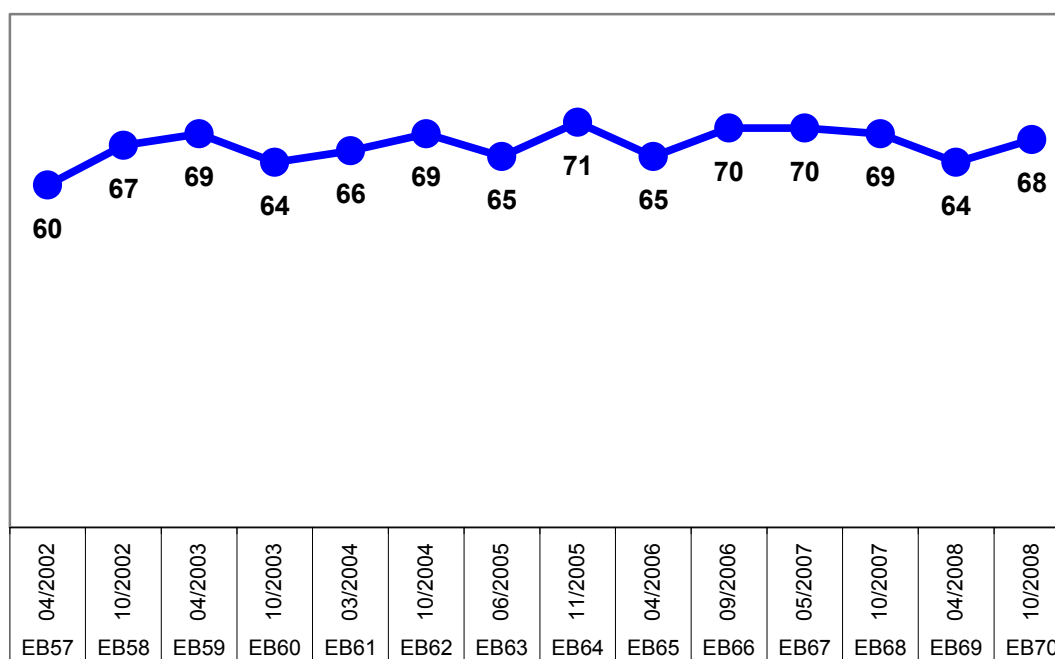
B) LA POLITIQUE EXTÉRIÈRE

Un fort soutien à la PESC

Êtes-vous pour ou contre une politique étrangère commune de l'Union européenne vis-à-vis des autres pays ?

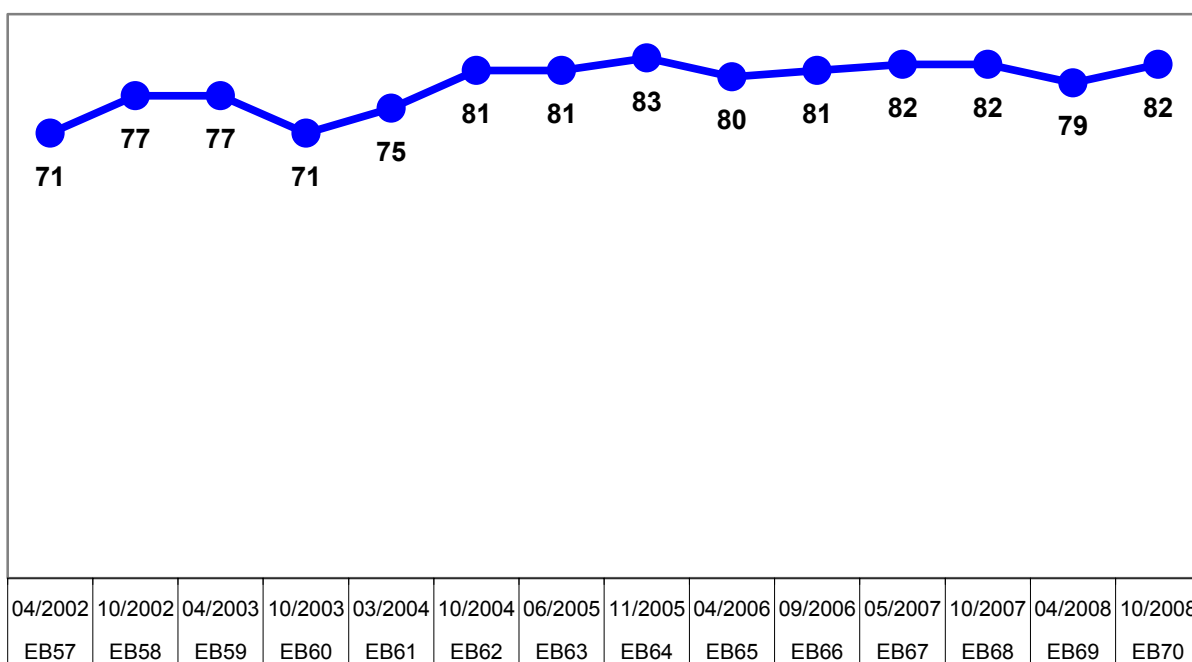
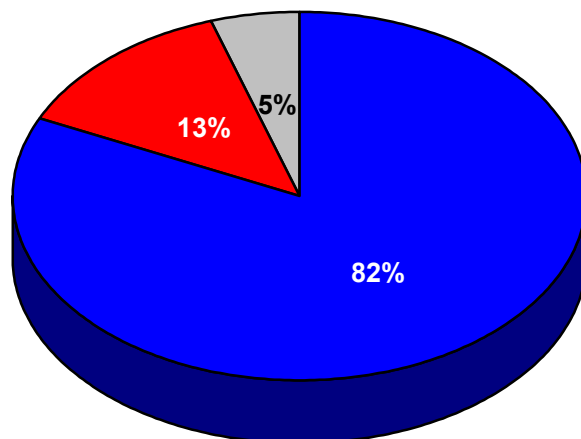


■ Pour ■ Contre □ NSP



Après ce que beaucoup considèrent comme le succès de l'Union européenne lors de la crise géorgienne, le soutien à une politique étrangère commune progresse de quatre points par rapport au semestre précédent : 68% pour, 23% contre, 9% ne se prononcent pas). Les résultats observés en France sont identiques à la moyenne UE-27 (68%).

**Êtes-vous pour ou contre une politique de sécurité et de défense commune
des États membres de l'Union européenne ?**

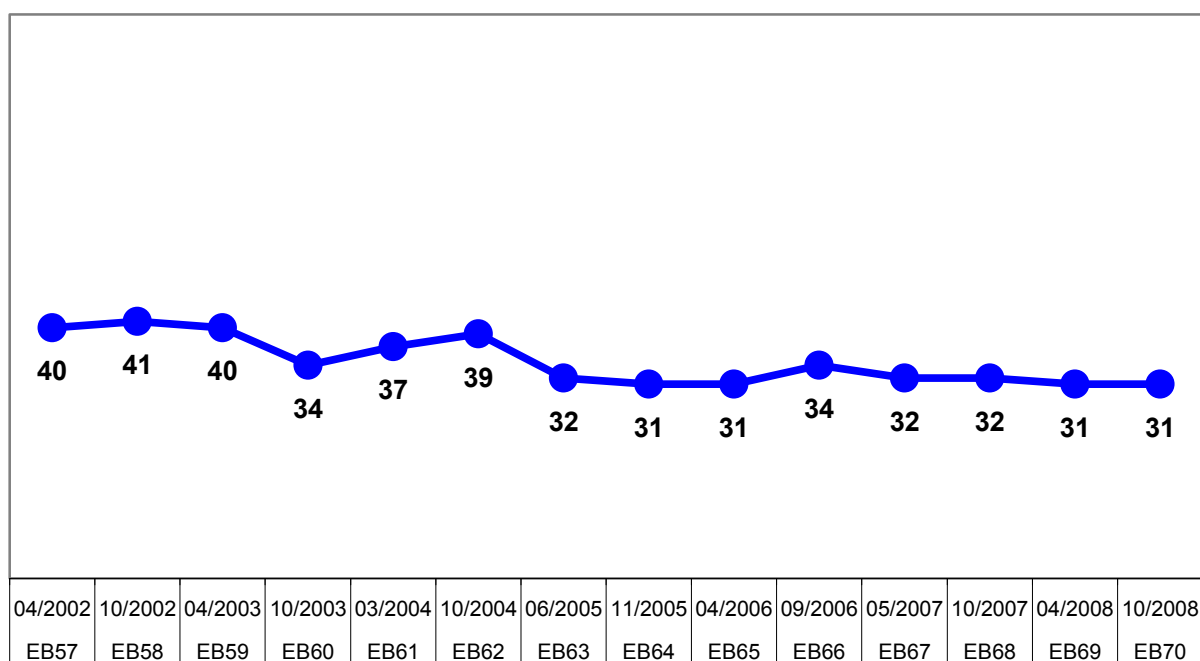
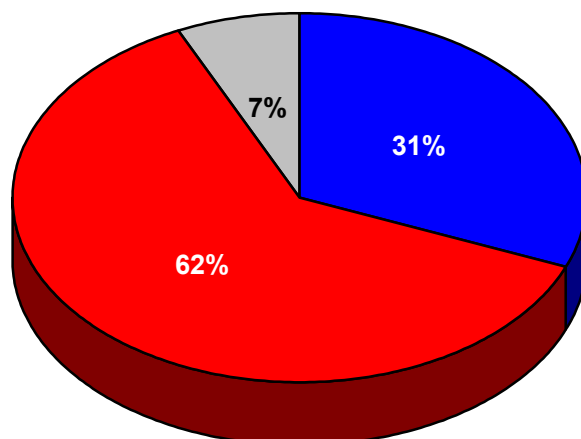


Le soutien à la politique européenne de sécurité et de défense progresse également, de trois points, et retrouve le niveau de l'automne 2007 : 82% des Français y sont favorables, 13% (-2) y sont hostiles et 5% (-1) n'ont pas d'avis sur la question. Le soutien à la PESD dépasse de sept points la moyenne UE-27 (75%).

C) L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION

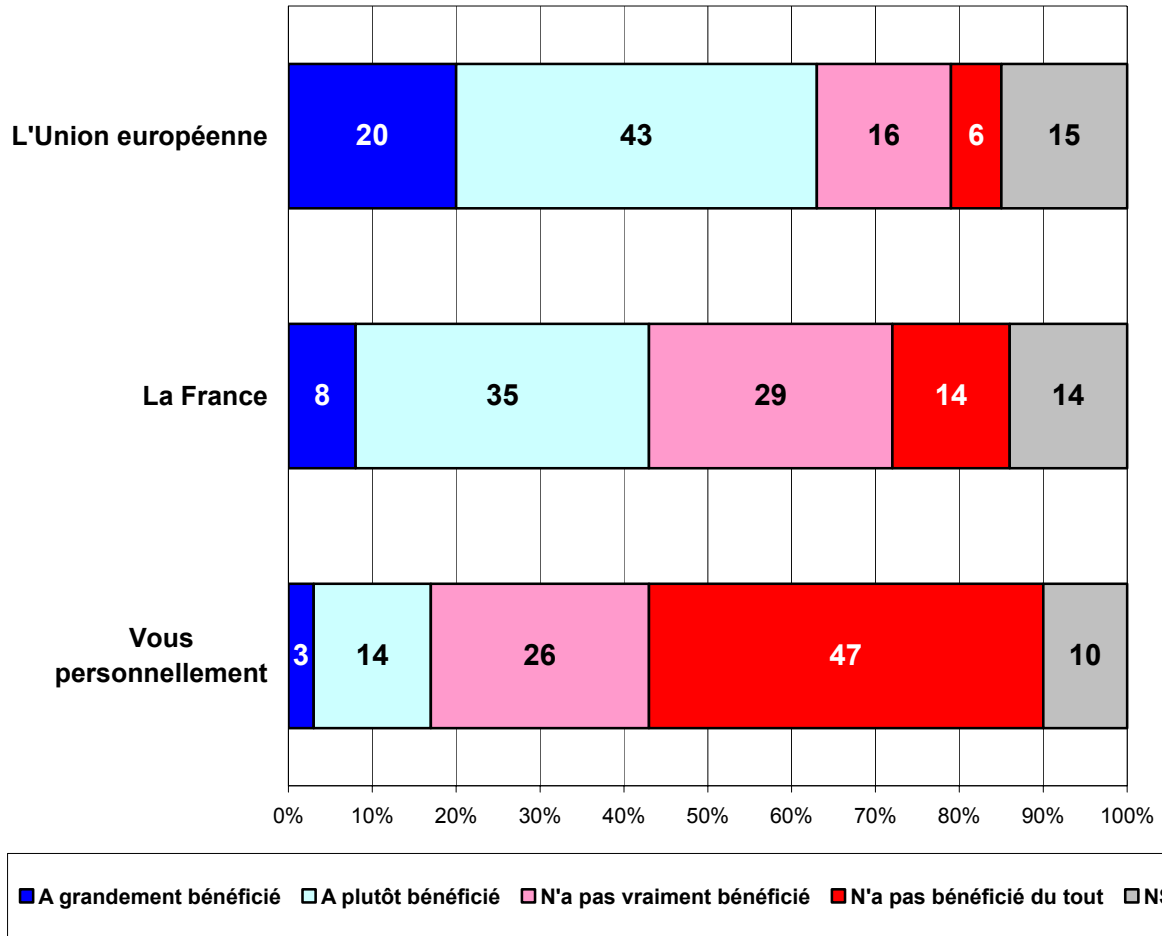
Un regard globalement critique

Êtes-vous favorable à l'élargissement de l'Union européenne à d'autres pays ?



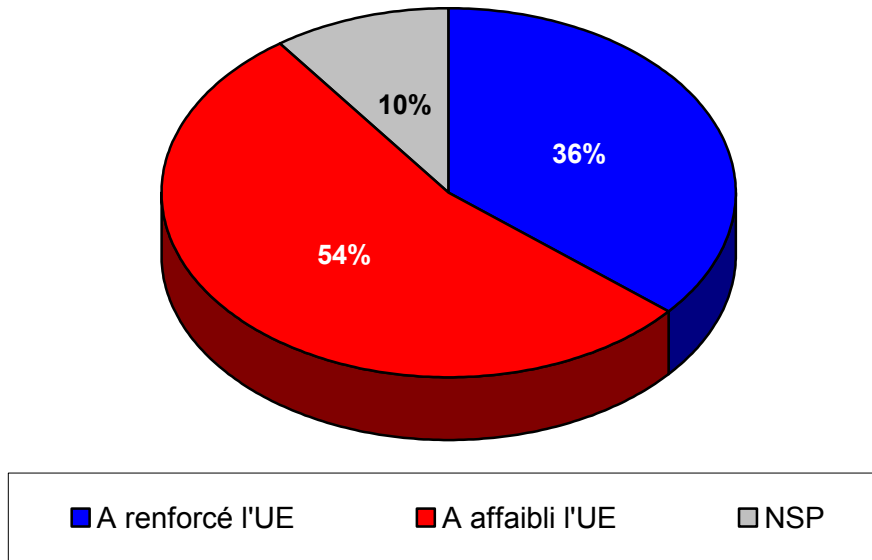
Comme lors des précédents sondages, l'opinion française reste très réservée quant à l'élargissement de l'UE à d'autres pays : 31% des Français y sont favorables (comme au printemps 2008), 62% opposés (+2) et 7% n'ont pas d'avis sur la question (-2). Ces résultats peuvent être appréciés au regard de la moyenne UE-27, qui s'élève respectivement à 44%, à 43% et à 13%. Il n'y a guère qu'en Allemagne, en Autriche et au Luxembourg que le refus de nouveaux élargissements est plus élevé qu'en France.

En 1989, la chute du Mur de Berlin a marqué la fin du Rideau de fer qui séparait l'Europe de l'Est de l'Europe de l'Ouest. Pourriez-vous me dire dans quelle mesure chacune des propositions suivantes a bénéficié, ou non, de la chute du Rideau de fer?



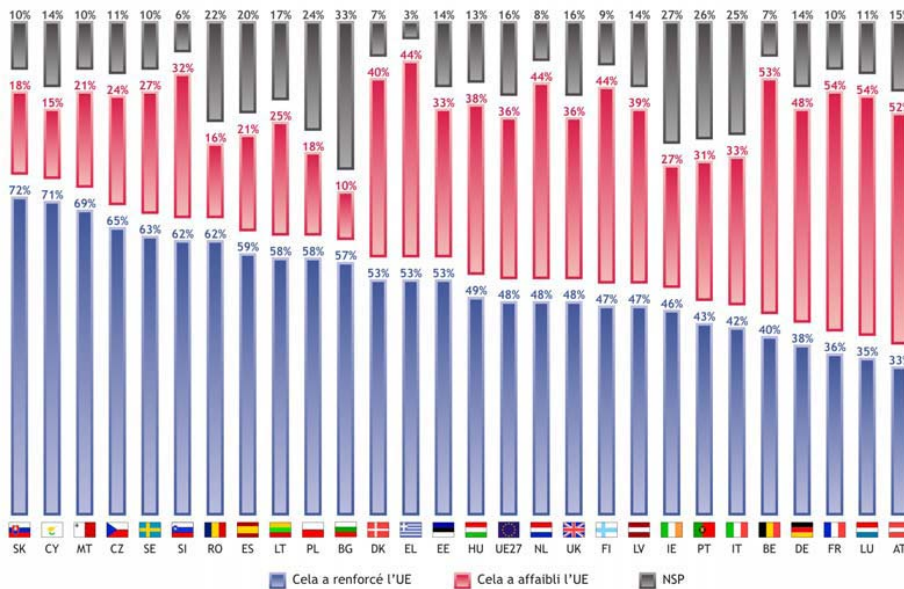
Nous avons introduit deux nouvelles questions afin d'apprécier l'opinion des Européens sur le processus qui a conduit à la « réunification » de l'Europe. Interrogés sur la chute du mur de Berlin, 63% des Français estiment que l'Union européenne en a bénéficié et 43% qu'il a été bénéfique pour la France, mais seulement 17% qu'ils en ont profité à titre personnel.

Depuis 2004, l'Union européenne s'est élargie de 15 à 27 pays. D'une manière générale, comment jugez-vous cet élargissement de l'Union européenne ?

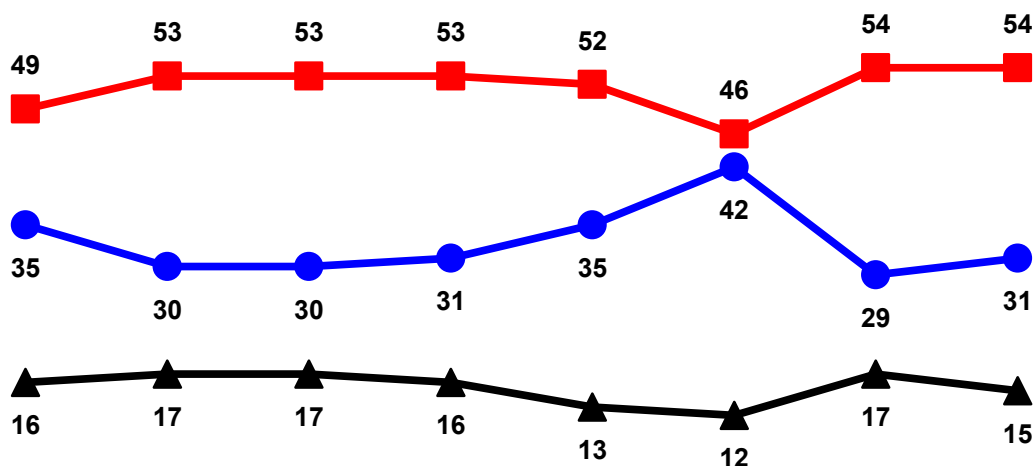


Interrogés sur le grand élargissement de 2004, avec l'entrée de dix nouveaux pays, 36% jugent que cela a renforcé l'UE, 54% que cela l'a affaiblie et 10% ne se prononcent pas. Ces résultats tranchent avec la moyenne UE-27 (niveau auquel 48% des personnes interrogées considèrent que l'Union a bénéficié de cet élargissement, contre 36% d'avis contraires). Les Français sont, avec les Allemands, les Luxembourgeois et les Autrichiens, ceux qui pensent le moins que l'Union est sortie renforcée de l'élargissement de 2004.

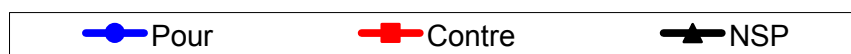
Question: QC2. Depuis 2004, l'Union européenne s'est élargie de 15 à 27 pays. D'une manière générale, comment jugez-vous cet élargissement de l'Union européenne ?



Êtes-vous pour ou contre une vitesse de la construction européenne plus élevée dans un groupe de pays que dans les autres ?



10/2004	06/2005	11/2005	04/2006	09/2006	05/2007	10/2007	10/2007
EB62	EB63	EB64	EB65	EB66	EB67	EB68	EB870



Les Français continuent à se montrer très réservés quant à la perspective d'une « avant-garde ». La dernière enquête se situe ainsi dans la continuité de l'Eurobaromètre 68 (automne 2007) : 54% des personnes interrogées (comme lors de la précédente vague) sont hostiles à une « vitesse de la construction européenne plus élevée dans un groupe de pays », tandis que les partisans de cette idée demeurent minoritaires (31%, +2). Peut-être certains d'entre eux considèrent-ils qu'une Europe à plusieurs vitesses constituerait un obstacle sur la voie de l'approfondissement communautaire.

CONCLUSION

Réalisé dans un contexte de crise financière, dont les effets commencent à se faire ressentir aussi dans l'économie « réelle », l'Eurobaromètre 70 nous livre l'image d'une opinion publique profondément préoccupée. Les inquiétudes concernent à la fois le pouvoir d'achat et l'avenir professionnel et elles commencent à porter sur la situation personnelle. Il n'en reste pas moins que les Français restent globalement satisfaits de la qualité de vie et du système social (sécurité sociale, retraites, allocations chômage) offert par leur pays.

Le scepticisme est encore plus prononcé lorsqu'on aborde la situation économique au niveau national, européen ou international. Une majorité de Français anticipe ainsi une dégradation de la croissance et une augmentation du chômage.

En France comme ailleurs, les médias ont consacré beaucoup d'articles et de reportages à la crise financière et immobilière qui a touché certains pays, tels que l'Islande, l'Espagne et le Royaume-Uni. Dans la perspective d'une relance concertée, l'évolution des taux est devenue un enjeu central : l'importance perçue de la Banque centrale européenne progresse et l'euro devient le principal élément d'identification des Français à l'Union européenne.

Dans ce contexte de crise, le semestre de présidence française a montré les effets que pouvait avoir une politique volontariste à la fois sur le plan financier (mise en place de garanties pour les épargnants) et sur le plan diplomatique (guerre en Géorgie).

Une bonne médiatisation des initiatives de la présidence française, liée à l'activisme du président de la République, a conforté chez les Français le sentiment d'une Europe potentiellement efficace et amélioré leurs connaissances sur le système institutionnel. Il reste à savoir si les présidences suivantes pourront capitaliser sur cet acquis.

Pour le reste, malgré un certain malaise sur l'orientation générale de la construction européenne et sur les élargissements (passés, relativement "mal digérés" par l'opinion française, ou futurs, majoritairement rejetés), la légitimité de l'Union à agir demeure très forte, en particulier dans des domaines tels que la politique étrangère et de sécurité, la recherche, ou la protection de l'environnement.

Au sortir de la Présidence française et à l'approche des élections européennes de juin 2009, alors que la crise financière atteint l'économie réelle et que le climat social pourrait se tendre, il sera intéressant d'évaluer l'impact de ces difficultés sur l'image de l'Union, pour mieux saisir quel cours les citoyens souhaiteront donner à la construction européenne dans les années à venir.

ANNEXE

EUROBAROMÈTRE « STANDARD » 70 SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 6 octobre et le 6 novembre 2008, TNS Opinions & Social, un consortium créé entre Taylor Nelson Sofres et EOS Gallup Europe, a réalisé la vague 70.1 de l'EUROBAROMÈTRE à la demande de la COMMISSION EUROPÉENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et Analyse Politique ».

L'EUROBAROMÈTRE « STANDARD » 70 fait partie de la vague 70.1 et couvre la population de 15 ans et plus - ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne - et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMÈTRE « STANDARD » 70 a été conduit également dans les trois pays candidats (la Croatie, la Turquie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les États membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les États participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

À cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des « unités régionales administratives », après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de « random route » à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du « plus proche anniversaire »). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABREVIATIONS	PAYS	INSTITUTS	N° ENQUETES	DATES		POPULATION 15+
				TERRAIN	TERRAIN	
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.002	10/10/2008	06/11/2008	8.786.805
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.006	09/10/2008	20/10/2008	6.647.375
CZ	Rép. Tchéque	TNS Aisa	1.026	06/10/2008	22/10/2008	8.571.710
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.029	06/10/2008	02/11/2008	4.432.931
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.526	10/10/2008	02/11/2008	64.546.096
EE	Estonie	Emor	1.000	10/10/2008	03/11/2008	887.094
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	10/10/2008	02/11/2008	8.691.304
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.000	09/10/2008	06/11/2008	38.536.844
FR	France	TNS Sofres	1.027	06/10/2008	31/10/2008	46.425.653
IE	Irlande	TNS MRBI	1.000	06/10/2008	31/10/2008	3.375.399
IT	Italie	TNS Infratest	1.061	08/10/2008	24/10/2008	48.892.559
CY	Rép. de Chypre	Synovate	503	08/10/2008	02/11/2008	638.900
CY(tcc)	Com. turque chypriote	KADEM	500	07/10/2008	27/10/2008	143.226
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.002	10/10/2008	04/11/2008	1.444.884
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.011	09/10/2008	28/10/2008	2.846.756
LU	Luxembourg	TNS ILReS	500	06/10/2008	03/11/2008	388.914
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.002	10/10/2008	02/11/2008	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	09/10/2008	03/11/2008	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.041	09/10/2008	05/11/2008	13.017.690
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	1.003	06/10/2008	28/10/2008	7.004.205
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	11/10/2008	31/10/2008	32.155.805
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.000	11/10/2008	03/11/2008	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.053	07/10/2008	03/11/2008	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.006	07/10/2008	04/11/2008	1.729.298
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.006	09/10/2008	26/11/2008	4.316.438
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.004	15/10/2008	06/11/2008	4.353.495
SE	Suède	TNS GALLUP	1.002	13/10/2008	03/11/2008	7.562.263
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.308	07/10/2008	02/11/2008	50.519.877
HR	Croatie	Puls	1.000	08/10/2008	29/10/2008	3.734.300
TR	Turquie	TNS PIAR	1.003	08/10/2008	05/11/2008	47.583.830
MK	Anc. Rép. yougoslave de Macédoine	TNS Brima	1.009	07/10/2008	16/10/2008	1.648.012
TOTAL			30.130	06/10/2008	06/11/2008	453.865.399

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays, le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par Eurostat ou les Instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1 000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10 % ou 90 %	20 % ou 80 %	30 % ou 70 %	40 % ou 60 %	50 %
Limites de confiance	± 1,9 points	± 2,5 points	± 2,7 points	± 3,0 points	± 3,1 points